

Pour l'unité et la cohésion nationale :  
**LA CLASSE POLITIQUE SE MOBILISE**

P 2



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION    Dimanche 18 Janvier 2026 / N° 1250 / PRIX 20DA



**IShowSpeed** au cœur du Sahara  
L'influenceur américain émerveillé par les dunes et l'hospitalité algériennes

P 4

IL REÇOIT PLUSIEURS SYNDICATS  
**Sifi Ghrieb promet un secteur des transports mieux organisé et suivi**



*Après les perturbations de début janvier, le gouvernement relance le dialogue avec les syndicats des transporteurs. Réunis hier autour de Sifi Ghrieb, les représentants des chauffeurs de taxi ont abordé les tarifs, les conditions de travail et les nouvelles règles du Code de la route. Les ateliers annoncés devront apaiser le secteur.*

P 2

**ASSURANCE CONTRE LES CATASTROPHES AGRICOLES : PLUS DE 4 200 AGRICULTEURS INDEMNISÉS PAR LA CNMA**

P 7



A l'occasion de son centenaire  
**Le FFS rend hommage à Hocine Aït Ahmed**

P 2

Une croissance en hausse, portée par la diversification  
**VENT FAVORABLE POUR L'ÉCONOMIE NATIONALE**

L'économie nationale affiche une croissance soutenue au deuxième trimestre 2025, dépassant les prévisions avec une croissance de 3,9 %, portée notamment par l'industrie, le commerce, l'agriculture et la diversification hors hydrocarbures.

P 3





## A l'occasion de son centenaire

### Le FFS rend hommage à Hocine Aït Ahmed

Alger a vibré hier et vibera aujourd'hui au rythme d'un colloque international majeur, dédié au centenaire de la naissance de Hocine Aït Ahmed (1926-2026). Intitulé « Trajectoire d'un combat politique et héritage d'une œuvre intellectuelle », cet événement organisé par le Front des forces socialistes (FFS) réunit chercheurs, historiens, militants et figures politiques à l'École supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Alger (ESHRA), sur la route nationale d'Aïn Benian. Ce rendez-vous intellectuel, placé sous le signe de l'hommage vivant et intergénérationnel, met en lumière la trajectoire exceptionnelle de cette icône de la lutte anticoloniale et de la démocratie nationale. Chef de l'Organisation spéciale dès 1947, diplomate du GPRA pendant la guerre d'indépendance, penseur visionnaire et ardent défenseur du pluralisme politique, Aït Ahmed incarnait une Algérie libre, réconciliée et ouverte sur le monde. « Sa voix résonnait bien au-delà du champ politique, touchant directement la conscience collective », témoigne un ancien membre du FFS. Son engagement pour la paix civile, le dialogue et la dignité humaine reste d'une brûlante actualité. L'événement s'est ouvert hier avec une conférence inaugurale de Mustapha Ben Jaâfar, président d'honneur de l'Internationale socialiste et ancien président de l'Assemblée constituante tunisienne, sur le thème « Hocine Aït Ahmed : résistant, diplomate et promoteur de la démocratie ». Un moment symbolique a marqué le lancement des travaux : l'inauguration du nouveau siège national du FFS, rebaptisé du nom d'Aït Ahmed, au 56, avenue Souidani Boudjemaa, à El Mouradia. « Nous espérons que cette commémoration sera bien plus qu'un hommage rétroactif ; elle se veut une invitation à construire l'avenir », confie un membre du comité organisateur. Trois thématiques phares structurent ces deux journées intenses : l'émergence d'un leader historique, son passage de la lutte anticoloniale au combat démocratique, et l'héritage intellectuel d'un homme au service des libertés et du pluralisme. Des intervenants de renom éclaireront ces axes, dont Benjamin Stora, Ali Guenoun, Tassadit Yacine, Gilles Manceron, Mostefa Bouchachi, Slimane Benaïssa, Mustafa Barghouthi, Aïssa Kadri et Smaïl Tahi. Ce colloque s'annonce comme un jalon incontournable pour revisiter l'histoire nationale et raviver l'élan démocratique.

R. N.

## IL REÇOIT PLUSIEURS SYNDICATS

# Sifi Ghrieb promet un secteur des transports mieux organisé et suivi

Après les perturbations enregistrées début janvier, le gouvernement a relancé le dialogue avec les syndicats du secteur des transports. Réunis hier autour du Premier ministre, Sifi Ghrieb, les représentants des chauffeurs de taxi ont remis sur la table les dossiers liés aux tarifs, aux conditions d'exercice et aux nouvelles dispositions du Code de la route.

PAR KARIMA BABA AISSA

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a réuni, hier, les représentants de plusieurs syndicats du secteur des transports, dont le SNTT (Syndicat national des transporteurs par taxi), affilié à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), l'UGCAA et l'ONTA (l'Organisation nationale des transporteurs algériens). La rencontre s'est tenue en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, et de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif. Elle intervient dans un contexte marqué par des perturbations enregistrées au début du mois dans le secteur des transports, ayant conduit les autorités à multiplier les cadres de concertation avec les partenaires sociaux. À l'issue de la réunion, le Premier ministre a annoncé le lancement de « véritables ateliers de travail », dans le cadre d'un calendrier précis, visant à traiter les différents dossiers professionnels et sociaux et à réduire les accumulations et dysfonctionnements constatés au sein du secteur. Selon les organisa-

tions syndicales, ces ateliers devront permettre d'aborder de manière structurée les préoccupations exprimées par les professionnels du transport. Sifi Ghrieb a également exprimé sa « confiance quant à la prochaine étape », affirmant que le secteur des transports est appelé à connaître un « saut qualitatif » susceptible d'améliorer les conditions de travail des professionnels et d'élever le niveau du service public. Il a, dans ce cadre, salué la conscience des acteurs du secteur et leur rôle dans la garantie de la continuité du service. Les syndicats ont par ailleurs indiqué que le Premier ministre a souligné l'intérêt particulier et le suivi accordés par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au secteur des transports, en raison de son importance stratégique. Parmi les dossiers au centre des échanges, figurent les dispositions de la nouvelle loi portant Code de la route. Les représentants des chauffeurs de taxi ont fait part de leurs préoccupations concernant le durcissement de certaines sanctions, notamment celles liées aux accidents corporels involontaires, jugées sources d'inquiétude pour les professionnels de la route. Les



syndicats ont également évoqué la question de la responsabilité du chauffeur en cas de non-port de la ceinture de sécurité par les passagers, y compris à l'arrière du véhicule, une disposition qui suscite des réserves dans la profession. Ces points font partie des sujets appelés à être examinés dans le cadre des ateliers annoncés par le gouvernement. La révision de la grille tarifaire des taxis constitue un autre dossier central. Les représentants des chauffeurs rappellent que les tarifs en vigueur n'ont pas été révisés depuis 2012, alors que les coûts liés à l'activité (carburants, entretien des véhicules, pièces de rechange) ont connu plusieurs hausses successives. Le principe d'une révision a été évoqué lors des échanges antérieurs avec les autorités, les modalités devant faire l'objet de discussions approfondies. Les syndicats plaident également pour des mesures d'accompagnement, notamment en matière de fis-

calité et de protection sociale, et pour une meilleure prise en compte des spécificités du métier de chauffeur de taxi dans les réformes en cours. Cette rencontre constitue la deuxième initiative de ce type en l'espace d'une dizaine de jours. Le 8 janvier dernier, plusieurs responsables syndicaux du secteur des transports avaient été reçus par le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri. À l'issue de cette réunion, les syndicats avaient annoncé la reprise officielle de l'activité du transport à l'échelle nationale, indiquant que leurs préoccupations avaient été entendues. Trois jours plus tard, le président du Conseil de la nation avait transmis un rapport sur le déroulement de cette rencontre. La réunion de samedi avec le Premier ministre s'inscrit ainsi dans une séquence de dialogue institutionnel renforcé, visant à stabiliser le secteur et à poser les bases d'un traitement durable des revendications professionnelles. ■

## POUR L'UNITÉ ET LA COHÉSION NATIONALE

# La classe politique se mobilise

PAR BOUALEM B.

À travers une série de rencontres dynamiques dans plusieurs wilayas, les leaders du RND, du PT et du Front El-Moustakbal ont exprimé un soutien ferme aux réformes impulsées par le Président Tebboune, tout en insistant sur la proximité avec le peuple et la lutte contre le désespoir ambiant. Ces rassemblements, du Sud au Nord, traduisent une mobilisation partisane résolue pour un développement local accéléré et une Algérie unie face aux défis. Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Moundir Bouden, a multiplié les déplacements ces derniers jours pour galvaniser ses militants. Jeudi soir, à El Abiodh Sidi Cheikh, fraîchement promue wilaya de plein exercice par décision présidentielle, il a salué cette mesure comme un nouvel élan pour le développement local. Cette localité historique, bastion de la résistance

des Ouled Sidi Cheikh et de la Révolution de Novembre, mérite, selon lui, d'être un pôle économique majeur. Bouden n'a pas manqué d'évoquer les grands chantiers nationaux, comme la mine de Gara Djebilet à Tindouf et la ligne ferroviaire minière reliant Béchar, des projets devenus réalité au bénéfice de toute l'Algérie. À El Aricha, dans la wilaya de Tlemcent, et lors d'un grand rassemblement à El Bayadh ce samedi, il a clamé haut et fort : « L'Algérie marche d'un pas ferme vers le meilleur ! ». Il a appelé à renforcer le front intérieur contre la désinformation sur les réseaux sociaux et les « tenants du désespoir ». La proximité avec le peuple reste au cœur de son discours. « Le RND est sorti des salles climatisées pour aller directement vers les citoyens, dans la rue, dans le douar », a-t-il martelé, exhortant les responsables à ne pas creuser de fossé avec la population. Sur la nouvelle loi sur la circulation routière, validée mercredi prochain grâce au

rôle décisif du parti, il a vanté l'équilibre entre sécurité et droits des transporteurs. À El Bayadh, il a promis de relayer les préoccupations locales, comme la création d'une université avec une spécialité en médecine vétérinaire des dromadaires et de défendre une terre agricole réservée aux vrais investisseurs. Sans oublier le tourisme : « El Bayadh mérite le meilleur, avec les influenceurs pour valoriser son patrimoine ! ». Dans le même élan, la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, a ouvert vendredi à Alger le conseil national de son parti en saluant la régularisation des jeunes Algériens de l'étranger en situation précaire. Elle y voit un renforcement de l'unité nationale via des solutions politiques, sociales et économiques. Hanoune a applaudi le projet de loi sur les partis politiques, un progrès vers le pluralisme, et confirmé la participation du PT aux prochaines élections pour conquérir un maximum

de sièges. Les acquis de 2025, à savoir la prolongation du congé maternité, la revalorisation du SNMG, les hausses de salaires et embauches dans la santé et l'éducation, ont aussi été célébrés, de même que les avancées sur le dossier des transporteurs. À Bordj Bou Arréridj, le Front El-Moustakbal, dirigé par Fateh Boutbig, a tenu vendredi une rencontre pour affirmer la force du pays. « Souverain et institutionnellement solide, il fait face aux défis grâce à la vision du Président Tebboune », a déclaré Boutbig à la Maison de la culture, qui a abrité la manifestation. Il a salué les transformations en politique extérieure, économie, sécurité alimentaire et numérisation, appelant les jeunes à l'initiative et à l'engagement politique. Ces interventions partisanes, unanimes dans leur optimisme réaliste, dessinent les contours d'une classe politique soudée autour du développement et de l'écoute citoyenne, loin des rumeurs et du pessimisme. B.B.

**L'EXPRESS**

Quotidien national  
d'information édité par la

**SARL ADRA.COM**

Adresse : Maison de la  
presse Abdelkader Safir,  
02 Rue Farid Zoulouache,  
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz

www.lexpressquotidien.dz

TEL/fax: 023.70.99.92

Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :

**NOURDINE BRAHMI**

DIRECTEUR HONORAIRE:

**ZAHIR MEHDAOUI**

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

**RABAH YUCEF RABAH**

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:  
L'Entreprise Nationale de communication  
d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42

Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz

Programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

**Impression:**  
**Société d'Impression**  
**d'Alger (SIA)**

**Diffusion:**  
**Media Distribution**

Les manuscrits, photographies ou  
tout autre document et illustration  
adressés ou remis à la Rédaction ne  
sont pas rendus et ne peuvent faire  
l'objet d'une réclamation.



UNE CROISSANCE EN HAUSSE, PORTÉE PAR LA DIVERSIFICATION

# Vent favorable pour l'économie nationale

L'économie nationale poursuit sa dynamique positive, affichant une croissance en hausse, soutenue par la diversification de ses secteurs clés. Selon les dernières données publiées par l'ONS, plusieurs secteurs, comme l'industrie, le commerce et l'agriculture, contribuent fortement à cette progression, permettant au pays de réduire sa dépendance aux hydrocarbures. Ce vent favorable pour l'économie nationale se traduit par un PIB en hausse, une inflation maîtrisée et des performances solides dans les secteurs hors hydrocarbures.

PAR YOUNES B.

L'économie nationale se porte bien, comme en témoignent les dernières données publiées par l'Office national des statistiques (ONS). Ainsi, au deuxième trimestre 2025, la croissance a atteint 3,9 %, légèrement supérieure aux 3,7 % enregistrés à la même période en 2024. Cette amélioration de 0,2 point traduit, selon l'ONS, une reprise soutenue de l'activité, portée par une conjoncture plus favorable et de solides performances dans plusieurs secteurs clés. Quatre branches ont particulièrement contribué à cette progression. Il s'agit de l'industrie (+6,4 %), du commerce (+6,7 %), de l'agriculture (+4,5 %) et de l'électricité et du gaz (+9,7 %). La croissance hors hydrocarbures est encore plus remarquable, atteignant 5,3 % contre 4,4 % un an plus tôt, reflet des efforts de diversification économique visant à réduire la dépendance du pays aux hydrocarbures. En termes de valeur, le PIB s'élève à 9 410 milliards de dinars (72,4 milliards de dollars) au deuxième trimestre 2025, soit une hausse de 5,1 % par rapport à l'année précédente. Cette progression s'explique en partie par une augmentation modérée du niveau général des prix, de 1,1 % contre 4,1 % au deuxième trimestre 2024. Cependant, tous les sec-



teurs ne sont pas en hausse. Celui des hydrocarbures, moteur de l'économie nationale, a enregistré une contraction de 1,2 %, tirée par une baisse de 5,5 % de la valeur ajoutée dans l'extraction, contre une hausse de 2,9 % un an auparavant. En revanche, les activités de raffinage affichent une progression notable de 9 %, même si la valeur nominale du secteur recule globalement de 9,5 % à 1 556,8 milliards de dinars (12 milliards \$). Parallèlement, le secteur agricole continue de se renforcer. Sa valeur nominale atteint 1 418,5 milliards de dinars (11 milliards \$), en hausse de 4,6 % sur un an, compensant en partie le recul des hydrocarbures. Du

côté du commerce extérieur, les importations connaissent une poussée spectaculaire : +30,6 % au deuxième trimestre 2025, bien au-dessus des 13,4 % de l'an dernier. Cette hausse concerne principalement les biens (+34,1 %) mais touche également les services (+6 %). Au premier semestre 2025, les importations de biens se sont élevées à 3 800 milliards de dinars (30 milliards \$), tandis que les services importés totalisent 561 milliards de dinars (4,3 milliards \$). Les exportations, elles, stagnent. Les biens et services vendus à l'étranger progressent de seulement 0,5 %, contre 1,4 % au deuxième trimestre 2024. Les hydrocarbures, en lé-

ger recul de 1,3 %, totalisent 21,4 milliards de dollars au premier semestre 2025, tandis que les autres biens enregistrent une forte hausse de 37,2 %. Les services exportés, quant à eux, chutent de 10,7 %, après une croissance de 10,2 % l'an dernier. Au final, le pays poursuit sa dynamique de croissance malgré un secteur pétrolier en retrait, portée par la diversification économique et la performance de secteurs stratégiques comme le commerce, l'industrie et l'agriculture. Les chiffres témoignent d'une économie en mutation, capable de résister aux chocs et de tirer parti des opportunités dans un contexte mondial encore incertain. ■

PRÊTS, SEMENCES ET AIDES

## L'État agit pour protéger la production agricole

La saison agricole 2022-2023 a été marquée par une sécheresse exceptionnelle qui a touché 34 wilayas du pays et affecté près de 95 000 agriculteurs dont 14 000 dans la seule wilaya de Tiaret. Le ministre de l'Agriculture, Yacine Oualid, a détaillé les mesures mises en place pour soutenir les exploitants touchés et garantir la continuité de la production agricole nationale. Dans sa réponse à une question posée par un parlementaire, le ministre a souligné que les agriculteurs confrontés à des catastrophes naturelles non assurées ont bénéficié d'une prise en charge totale ou partielle de leurs pertes afin de leur permettre de reprendre rapidement leurs activités. La sécheresse combinée à d'autres aléas tels que les feux de forêt et les inondations a entraîné un déficit hydrique de 90 % dans la plupart des wilayas du Nord, affectant particulièrement la germination des cultures pluviales et réduisant la productivité agricole. Pour faire face à cette situation, le ministère a activé le Fonds de garantie contre les catastrophes naturelles et mobilisé les commis-



sions techniques au niveau régional avec le concours d'experts conventionnés par la Caisse nationale de la mutualité agricole afin d'établir un constat précis des pertes et organiser une aide adaptée. Le plan de soutien prévoit la fourniture gratuite de semences et d'engrais aux producteurs de céréales ainsi que le report de 36

mois des redevances de concession agricole sans exigence d'acompte, le rééchelonnement des prêts agricoles sur trois ans avec prise en charge des intérêts par l'État et l'octroi d'un crédit sans intérêt de 20 000 dinars par hectare pour les exploitations jusqu'à 30 hectares. Il inclut également la compensation des pro-

ducteurs touchés par les inondations de 2024 par une subvention financière de 50 000 dinars et un soutien en nature via le Fonds de garantie des catastrophes agricoles, le transfert de 723 332 quintaux de blé à l'Office national de l'aliment de bétail pour les producteurs affectés par la germination des épis avec prise en charge par l'État de la différence de prix et l'élargissement du soutien aux producteurs de légumineuses, de pommes de terre et de tomates industrielles tout en rééchelonnant les dettes avec la Banque de l'agriculture et du développement rural pour les zones les plus touchées. Au-delà de ces mesures immédiates, le ministre a rappelé la stratégie nationale d'adaptation au changement climatique avec l'extension des surfaces irriguées, la généralisation des systèmes d'irrigation économes en eau et la réutilisation des eaux traitées en agriculture. Selon Yacine Oualid, toutes ces actions visent à préparer la campagne agricole 2025-2026, à lever les obstacles et à renforcer la résilience du secteur face aux aléas climatiques tout en sécurisant la production nationale. ■

## Éditorial l'EXPRESS

### Le « Made in Algeria » gagne en visibilité en Afrique

PAR SALIMA H.

L'impulsion de l'export vers les pays africains représente actuellement un des axes prioritaires de la stratégie commerciale extérieure de notre pays qui a réussi le pari de se placer sur plusieurs marchés mondiaux, dans le cadre de l'effort national de diversification économique. La démarche, qui s'appuie sur la hausse de la production locale et l'amélioration notable de la qualité des produits, se consolide depuis quelques années, notamment à travers l'Accord de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). L'apport de la 3e Foire commerciale intra-africaine Alger (IATF), a été également décisif pour le renforcement des exportations non énergétiques au sein du continent. La rencontre a permis une visibilité continentale accrue pour le « Made in Algeria », des mises en relation B2B entre entreprises algériennes et africaines et des accords de plusieurs milliards de dollars sous forme de contrats fermes et de protocoles d'intentions futures. Sur un montant global estimé à 48,3 milliards de dollars de contrats conclus lors de la Foire commerciale intra-africaine Alger (IATF), les entreprises nationales ont signé des accords pour une valeur de 11,4 milliards de dollars, dont 5 milliards de dollars de contrats d'investissement. Outre le volet commercial, le partenariat engagé concernait notamment les industries électriques et énergétiques, la sidérurgie, l'agroalimentaire et les produits électroniques. Cet élan qui se consolide grâce à plusieurs mécanismes, en particulier le Fonds spécial de promotion des exportations, est également impulsé via diverses initiatives, dont le programme « Dzair Export Assistance Programme » pour l'accès aux marchés africains, lancé en janvier 2025 par la Société d'études économiques et de développement des Investissements (SEEDI). Celle-ci a d'ores et déjà enregistré, selon son directeur, Hicham Saïdi, l'adhésion de 450 entreprises désirant exporter leurs produits fabriqués localement. L'engouement des opérateurs économiques pour l'export est soutenu par une volonté politique de diversification, hors hydrocarbures, de plus en plus affirmée par les pouvoirs publics qui misent sur les incitations à l'export, la multiplication de rencontres d'affaires et de foires et expositions, et des améliorations logistiques, à l'image de la route transsaharienne, un corridor économique majeur pour le commerce intra-africain.



**IShowSpeed au cœur du Sahara**  
L'influenceur américain émerveillé par les dunes et l'hospitalité algériennes



L'influenceur américain IShowSpeed, connu pour ses vidéos spectaculaires et ses défis originaux, a posé ses valises en Algérie dans le cadre de son ambitieux projet de visiter 20 pays africains en 28 jours. C'est le vaste Sahara algérien qui a retenu son attention, offrant un terrain de découverte exceptionnel qu'il a partagé avec ses 50 millions d'abonnés à travers un reportage vidéo de près de deux heures. Depuis sa publication, la vidéo rencontre un succès fulgurant sur YouTube, dépassant déjà les 3 millions de vues. Les internautes du monde entier ont été émerveillés par les étendues infinies de dunes, la lumière unique du désert et la beauté authentique de cette région. Dans ce reportage, IShowSpeed explore la vie quotidienne des habitants, célèbre la culture locale et s'imprègne des traditions touarègues. Revêtu de la tenue traditionnelle, il danse, chante et partage des moments de complicité avec la population locale, qui l'a accueilli avec chaleur et générosité. Entre dégustation de plats typiques et échanges sincères, l'influenceur a découvert un mode de vie où simplicité et hospitalité se conjuguent avec l'immensité du désert. Son passage dans les villes voisines a également été marqué par l'enthousiasme des foules, qui l'ont accueilli en véritable star. À travers son regard et son énergie communicative, IShowSpeed met en lumière le Sahara algérien comme une destination à la fois fascinante et méconnue, invitant les voyageurs à venir découvrir ses paysages majestueux et ses habitants attachants.

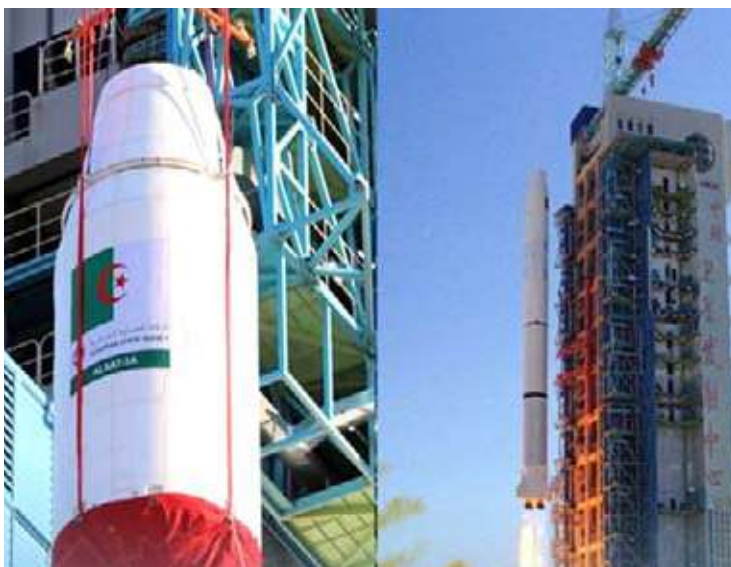
## TECHNOLOGIES SPATIALES

# Avec Alsat-3, l'Algérie renforce ses capacités géospatiales

L'Algérie développe ses capacités spatiales avec le lancement réussi de son troisième satellite scientifique, Alsat-3A, depuis la Chine. Cette opération s'inscrit dans le cadre du renforcement de la surveillance satellitaire et du partenariat algéro-chinois. Elle consolide les compétences nationales en matière d'observation de la Terre et de renseignement géospatial, tout en confirmant l'ambition du pays de maîtriser les technologies spatiales de pointe.

PAR MEROUANE KORSO

J eudi 15 janvier, l'Algérie, depuis la base spatiale chinoise de Jiuquan, dans le nord-ouest de la Chine, a lancé son troisième satellite scientifique, Alsat-3A. Le lancement, réalisé avec succès, qui a été supervisé depuis Alger par le général d'armée, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), Saïd Chanegriha, s'inscrit "dans le cadre du développement des capacités nationales liées au domaine de la surveillance satellitaire et en concrétisation du partenariat entre l'Agence spatiale algérienne (ASAL) et la Société chinoise des sciences et des technologies aérospatiales", explique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Poursuivant ainsi son avancée dans le domaine spatial, à travers notamment le lancement de satellites d'observation et de surveillance de la Terre, l'Algérie a ainsi réalisé avec succès la mise en orbite d'un nouveau satellite d'observation algérien, Alsat-3A. Ce satellite permettra, selon le MDN, de "disposer de données supplémentaires à travers des capacités satellitaires à très haute résolution, dédiée à l'observation", et "consolidera également le dispositif dans le domaine du renseignement géospatial à valeur ajoutée, à l'instar de la cartographie et des modèles numériques de terrain". Mieux, ajoute le MDN "le lancement de ce nouveau satellite, auquel ont contribué des experts algériens, représente également un nouvel acquis venant renforcer les capacités géospatiales de l'Algérie et confirme les efforts consentis par l'Etat algérien dans la perspective de maîtriser les technologies spatiales". Techniquement, Alsat 3A permettra à l'Algérie d'avoir une expertise plus élargie en matière de fourniture



de données satellitaires pointues pour la surveillance du territoire, comme il devra consolider le système d'information géographique (SIG) national, et pourra élaborer des cartes plus précises. L'Algérie avait procédé en 2002 au lancement du premier satellite dédié à l'observation de la Terre, Alsat-1. Après le premier satellite algérien d'observation de la Terre lancé en 2002 avec une expertise et une réalisation algériennes, deux autres satellites, Alsat-2A et Alsat-2B, ont été mis sur orbite en 2010 et 2016. Et c'est plus exactement le lundi 12 juillet 2010 que l'Algérie était entrée de plain-pied dans l'ère spatiale, avec la mise en orbite de son second satellite d'observation de la Terre, Alsat-2A. Ce satellite artificiel scientifique avait été lancé, rappelle-t-on, grâce à une fusée indienne depuis le centre spatial indien de Sriharikota, situé à Chennai, au sud de l'Inde. Alsat-2A est un satellite algérien d'observation de la Terre à haute résolution, avec une résolution spatiale de 2,5 m et s'inscrivait dans le cadre du programme spatial algérien à l'horizon 2020, adopté par le gouvernement en 2006, avait indiqué un communiqué de l'ASAL. Il est ainsi le

deuxième à être mis en orbite après Alsat-1, lancé le 28 novembre 2002. Quant au troisième satellite artificiel algérien, Alsat-2B, il a été lancé et mis en orbite par le lanceur indien Polar Satellite Launch Vehicle-35 (PSLV-35) le 26 septembre 2016 et avait rejoint, à l'issue de manœuvres orbitales en décembre 2016, son orbite opérationnelle à une altitude de 670 km avec un déphasage de 186° par rapport à son jumeau Alsat-2A, en orbite depuis le 12 juillet 2010. Alsat-2B dispose d'une charge utile composée d'un instrument optique (caméra) en carbure de silicium (SiC) d'une résolution de 2,5 m, et ses performances depuis la fin de la phase des tests en orbite (IOT), sont nominales. Depuis la fin de la phase de transfert d'orbite, ALSAT-2B a subi une série d'essais en orbite visant à garantir le bon fonctionnement de tous les sous-systèmes et à calibrer ses images afin de répondre aux exigences des différents utilisateurs. Toutes les opérations ont été effectuées par les équipes du CDS/ASAL depuis le centre de contrôle situé au Centre de développement des satellites (CDS / Oran). D'autre part, les deux satellites ALSAT-2A et AL-

SAT-2B forment une mini-constellation offrant des images à haute résolution, avec une plus grande réactivité dans la programmation et un volume beaucoup plus élevé d'images prises quotidiennement (en mode monoscopique et stéréoscopique). Les images recueillies servent, entre autres, dans les domaines de la planification et l'aménagement urbains et agricoles des territoires et du littoral, la cartographie et le suivi des infrastructures et des ouvrages d'art, l'établissement et la mise à jour du cadastre steppique et saharien et la prévention et la gestion des risques naturels (inondations, feux des forêts...). À l'issue du lancement du satellite Alsat-3A, le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Mahmoud Ali Youssouf, a félicité l'Algérie pour ce lancement réussi "qui marque une avancée significative dans les capacités spatiales et géospatiales de l'Afrique". "Cette réalisation souligne le rôle de chef de file de l'Algérie dans les sciences spatiales et son engagement à exploiter les technologies satellitaires pour le développement durable, la surveillance environnementale, la réduction des risques de catastrophes et l'élaboration de politiques éclairées", a-t-il ajouté. Il a souligné d'autre part que "la Commission de l'UA espère que les données haute résolution améliorées d'Alsat-3A contribueront aux priorités nationales et continentales, conformément à l'Agenda 2063 et à la politique et stratégie spatiales africaines". De son côté, le président du Conseil de la Nation, Azzouz Nasri, a salué dans un message publié samedi sur son compte "X", le lancement du satellite ALSAT-3. "Félicitations à notre pays bien-aimé pour le lancement du satellite Alsat-3, nouvelle preuve de la distinction et du progrès scientifique et technologique de l'Algérie", a-t-il écrit. ■

## DISPOSITIF D'APPUI AUX PROJETS INNOVANTS

# L'Enseignement supérieur initie le guichet unique à l'université

L e président de la Commission nationale de coordination pour le suivi de l'innovation et de l'entrepreneuriat universitaire, et conseiller du ministre de l'Enseignement supérieur, le professeur Ahmed Mir, cité dans les colonnes d'El Khabar, a indiqué que trois universités pilotes expérimenteront le guichet unique, une initiative qui fera l'objet d'une évaluation après six mois en vue de sa généralisation à l'ensemble des établissements universitaires du pays. L'expérience débutera le 26 janvier prochain à l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene, avant de se poursuivre à l'Université Constan-



tine 3 le 2 février, puis à l'Université de Tlemcen le 16 février, en présence de représentants de six secteurs, ainsi que de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement. Selon Ahmed Mir, cette démarche constitue une avancée

majeure au profit des étudiants porteurs de projets innovants, en permettant de lever les obstacles administratifs qui entravaient jusqu'ici la concrétisation de leurs initiatives. Il a souligné, à ce titre, les efforts consentis par le minis-

tre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, qui a œuvré, au cours des trois dernières années, à la mise en place de ce dispositif à travers de nombreuses visites universitaires et des rencontres directes avec les étudiants concernés. Le responsable a précisé que les principales difficultés évoquées par les porteurs de projets apparaissent après la maturation du projet, l'obtention du label « projet innovant » ou encore l'accord de financement, notamment en raison de la méconnaissance des procédures administratives et de la multiplicité des intervenants, tels que le registre du commerce,

les services fiscaux et les banques, ainsi que de l'accès limité aux responsables des collectivités locales. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du récent arrêté interministériel portant création d'un guichet unique au sein des établissements d'enseignement supérieur. Ce dispositif sera conçu comme un point de contact centralisé chargé d'assurer l'orientation et l'accompagnement des étudiants, durant leur cursus ou après l'obtention de leur diplôme, ainsi que des enseignants-chercheurs et chercheurs permanents, en vue de faciliter la création d'entreprises et de renforcer l'entrepreneuriat universitaire. **R. N.**



OLYMPIADES ALGÉRIENNES DE MATHÉMATIQUES 2026

Saadaoui donne le coup d'envoi de la 3<sup>e</sup> édition

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Mohamed Seghir Saadaoui, a donné hier à Alger le coup d'envoi officiel des compétitions de la 3<sup>e</sup> édition des Olympiades algériennes de mathématiques pour l'année 2026. En marge de cet événement, le ministre de tutelle a annoncé l'organisation d'un concours de recrutement des enseignants au titre de l'année 2026 afin de renforcer l'encadrement pédagogique.

PAR MERIEM KACI

Le lancement des premières épreuves éliminatoires de la troisième édition des Olympiades algériennes de mathématiques au titre de l'année 2026 s'est déroulé au CEM Frères Amrani (El Biar). Cette édition a connu la participation de 284 307 élèves répartis sur plus de 1 000 centres, « parmi lesquels seront sélectionnées les meilleures élites appelées à représenter l'Algérie aux Olympiades régionales, continentales et internationales de mathématiques ».

Au cours de la même journée, le ministre a effectué une visite au centre d'examen du lycée Cheikh El-Mokrani (Ben Aknoun), où il a souligné l'engagement de son secteur à faire de cette édition des Olympiades une réussite, et ce, en apportant tout le soutien nécessaire aux élèves concernés, notamment en matière de formation et d'encadrement, afin de leur permettre de représenter l'Algérie de la meilleure manière possible lors des compétitions continentales et internationales des Olympiades de mathématiques.

Ces épreuves visent à identifier et à préparer l'élite nationale en mathématiques en prévision des différentes compétitions internationales, régionales et continentales. Il a ajouté que ces compétitions

permettront de « sélectionner les talents sur lesquels on comptera pour honorer l'Algérie, comme cela a été de coutume ces dernières années », qualifiant la participation de l'Algérie à ces compétitions continentales et internationales de « très honorable ».

D'ailleurs, la participation est ouverte, pour le cycle moyen, aux élèves ayant obtenu une moyenne égale ou supérieure à 18 sur 20 en mathématiques au premier trimestre de l'année scolaire 2025-2026. Pour le cycle secondaire, sont concernés les élèves de première année secondaire, tronc commun sciences et technologie, ainsi que ceux de deuxième année secondaire des filières mathématiques, math-techniques et sciences expérimentales, ayant obtenu une moyenne égale ou supérieure à 17 sur 20 en mathématiques au cours du même trimestre.

Toujours dans le cadre des initiatives du ministère visant à encourager l'excellence entre les écoliers, le ministre a indiqué que le concours national « Inter-lycées » a atteint ses phases finales dans un climat de forte émulation scientifique entre les élèves, tout en révélant que ce mois sera marqué également par le lancement du concours sur le Prix national de l'innovation scolaire. Cette première édition sera consacrée à la robotique afin d'encourager les talents



et de stimuler la compétition scientifique dans le milieu scolaire.

Organisation d'un concours de recrutement des enseignants au titre de l'année 2026

Le ministre a mis en avant l'importance de poursuivre les efforts visant à « assurer un encadrement pédagogique de qualité, notamment en ce qui concerne les enseignants ». Le ministre veille à « garantir la transparence et l'intégrité du concours de recrutement sur titre des enseignants pour les trois cycles d'enseignement au titre de l'année 2025 ». Ce concours concerne les grades de professeur de l'enseignement primaire, classe 1 (11 831 postes budgétaires), de professeur de l'enseignement moyen, classe 1 (18 929 postes

budgétaires), de professeur de l'enseignement secondaire, classe 1 (9 740 postes budgétaires), a précisé le ministère.

Il a précisé que les entretiens oraux se dérouleront le 21 février prochain. Le concours est ouvert à tous ceux remplissant les conditions de participation requises. Le ministre a ajouté que ses services ont suivi de près, sur le terrain et au quotidien, « les préoccupations et interrogations » des candidats afin de garantir une organisation transparente et une compétition juste et équitable. Selon le ministre, l'objectif fondamental de ces recrutements est de doter les établissements scolaires de compétences qualifiées.

Il a annoncé à ce titre « l'organisation d'un concours similaire pour les enseignants au titre de l'année 2026, ainsi que d'un concours

professionnel destiné aux autres corps administratifs », affirmant la détermination du ministère à « poursuivre l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des travailleurs du secteur ».

Il a affirmé qu'une part importante de leurs revendications a été satisfaite dans le statut particulier des fonctionnaires appartenant au corps de l'Éducation nationale (25-54), qu'il qualifie d'« acquis respectables », précisant que son département poursuit le travail avec les syndicats du secteur pour introduire des amendements à leur statut particulier au profit notamment des fonctionnaires des services économiques, des enseignants, des superviseurs, des censeurs, des inspecteurs, des administratifs, des directeurs d'établissements scolaires et de tous les corps sans exception. ■

TRANSPORTS/CODE DE LA ROUTE

Le Conseil de la nation devrait dire son mot mercredi

Le Conseil de la nation devrait statuer mercredi prochain sur le projet de Code de la route. Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a présenté, jeudi, le texte de loi portant Code de la route lors d'une séance plénière du Conseil de la nation, et ce, lors d'une plénière consacrée à l'examen du texte portant sur le Code de la route, présidée par Azouz Nasri. À l'occasion, M. Sayoud a expliqué que l'élaboration de ce texte constitue une « étape importante » vers le renforcement de la sécurité routière et la

protection des citoyens contre les accidents de la circulation, devenus « un phénomène des plus dangereux aux conséquences graves ». Ce projet de loi s'inscrit, selon lui, dans le cadre de la modernisation de la législation et vise à faire face à la hausse préoccupante des accidents et à « organiser le trafic routier, en phase avec le nombre accru de véhicules et le développement de l'infrastructure ». En effet, parmi les dispositions contenues dans ce texte, figure la révision des conditions et modalités d'obtention du permis de conduire imposant le dépôt d'un

dossier remplissant les conditions légales, notamment en ce qui concerne l'aptitude de la personne à conduire des véhicules. Le texte comporte également des dispositions prévoyant d'équiper les agents de contrôle relevant des services de sécurité en moyens technologiques permettant le paiement électronique des amendes, en appareils de détection de la consommation de stupéfiants, et en dispositifs de contrôle du poids de charges aux points de contrôle de sécurité. Il prévoit, en outre, « la criminalisation de la délivrance de PV de contrôle technique

ou de conformité lorsqu'il est établi qu'un des défauts existants sur le véhicule inspecté n'y a pas été mentionné ou qu'ils contiennent des faits matériellement inexacts », et engage la responsabilité des auto-écoles et des établisse-



ments de formation pour l'obtention du certificat d'aptitude professionnelle, des organismes chargés des routes et de leur maintenance, des importateurs, des fabricants et des metteurs sur le marché de pièces de rechange contrefaites. Le texte classe également les infractions liées au Code de la route « selon leur gravité en contraventions et délits, tout en prévoyant des dispositions spécifiques relatives aux sanctions complé-

mentaires, comme le retrait ou l'annulation du permis de conduire et la confiscation du véhicule ». De son côté, la commission de l'équipement et du développement local devrait élaborer le rapport complémentaire dans lequel elle note les réserves des membres du Conseil de la nation. Une séance plénière est prévue mercredi prochain pour statuer sur le projet de loi du nouveau Code de la route. ■

PUBLICITÉ

مكتب التوثيق للاستاذ: طراد إسماعيل  
18 شارع ابن رشد مغنية  
13300 تلمسان

إعلان عن بيع بالمزاد العلني  
لحقوق قاصرين

تنفيذاً لرخصة التصرف في حق القاصرين الصادرة عن رئيس محكمة مغنية قسم شؤون الأسرة بتاريخ 02 ديسمبر 2025 رقم 25/00623 ، سيتم بتاريخ 18 جانفي 2026 بمكتب الموثق المذكور أعلاه البيع بالمزاد العلني في حق القاصرين حبيب محمد شرف الدين وحبيب حنيمة هدية الرحمان أبناء غالم التي تتمثل في حقوق عقارية مشاعة مقدرة بنسبة (720/105) تأخذ من: قطعة أرض فلاحية كانت ببلدية صيرة ولاية تلمسان بالمكان المسمى "برباطة" مساحتها واحد وثمانون أر وخمسة وعشرين سنتيوار (181 أر 25 سار) وهي تمثل مجموعة ملكية رقم 33 من القسم رقم 24 من مخطط مسح الأراضي العام لبلدية صيرة.



INFLATION MODÉRÉE EN NOVEMBRE 2025

Hausse de 1,5 % des prix à Alger, principalement due à la flambée des produits manufacturés

L'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger enregistre une hausse de 1,5 % en novembre 2025 par rapport au mois précédent. Il y a lieu de rappeler que le même mois de l'année écoulée a inscrit une baisse de 0,6 % (en novembre 2024 par rapport à octobre 2024), selon l'Office national des statistiques (ONS).

PAR INÈS B.

Ce résultat (+1,5 %), supérieur à celui observé au mois d'octobre (+0,8 %), est dû particulièrement à la hausse marquée des prix des produits manufacturés (+4,3 %). En revanche, les prix des biens alimentaires enregistrent une baisse de 0,7 %. En effet les prix des produits agricoles frais baissent de 1,3 %, en raison du recul des prix de certains produits, notamment les fruits (-10,7 %), la viande de poulet (-7,0 %) et à des degrés moindres les légumes et les œufs respectivement (-3,9 % et -3,6 %). Toutefois, d'autres produits qui relèvent de cette catégorie ont vu leurs prix augmenter, en particulier ceux de la pomme de terre (+9,0 %) et de la viande rouge (+0,3 %). Par ailleurs, les prix des produits alimentaires industriels enregistrent une relative stagnation. La variation notable des prix des produits manufacturés revient essentiellement à l'augmentation des prix des bijoux et montres avec un taux de +24,7 %. Les prix des services accusent une légère hausse de près de 0,2 %.

Corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à la consommation, pour ce mois de novembre 2025, enregistre une hausse de 2,1 % par rapport à octobre 2025.

Au mois de novembre 2025 et par rapport au même mois de l'année 2024, la variation des prix à la consommation est de +0,9 %. Le rythme d'inflation annuel (décembre 2024 à novembre 2025/décembre 2023 à novembre 2024) est de +1,5 %.

Concernant l'évolution des prix des produits alimentaires, les prix des biens alimentaires enregistrent une baisse proche de 0,7 % en



novembre 2025 par rapport au mois précédent qui s'est caractérisé par une hausse de 1,6 %. Ce taux est principalement dû à la réduction des prix des produits agricoles frais, dont la variation atteint près de -1,3 %. Des baisses comme des hausses définissent les produits de cette catégorie. Ainsi, la viande de poulet, les fruits et légumes affichent des baisses respectives de -7,0 %, -10,7 % et -3,9 %, tandis que la pomme de terre et la viande rouge augmentent de 9,0 % et de 0,3 % respectivement. Les prix des produits alimentaires industriels connaissent une relative stagnation. En novembre 2025 et par rapport à novembre 2024, les prix des biens alimentaires diminuent de 5,6 %. Les prix des pro-

duits agricoles frais se définissent par une baisse de 8,9 % avec -14,8 % pour la viande et abats de mouton. Les prix des produits alimentaires industriels inscrivent un repli d'environ 1,6 %, dont une baisse de 6,4 % pour le sous-groupe du café, thé et infusion (-6,4 %). En novembre 2025 et par rapport au mois précédent, les prix des produits manufacturés marquent une hausse visible de 4,3 %. Les prix des services se caractérisent par une légère hausse de 0,2 %.

En novembre 2025 et par rapport au même mois de l'année précédente, l'évolution des prix des produits manufacturés est de +9,5 %, celle des services est de -0,8 %.

I.B.

ALGÉRIE-INDE

Renforcement du partenariat dans le secteur pharmaceutique

Le secteur pharmaceutique offre de vastes opportunités aux entreprises algériennes et indiennes pour la concrétisation de projets d'investissements conjoints et l'édification d'un partenariat durable et mutuellement bénéfique, notamment en direction des marchés régionaux et africains, ont souligné jeudi à Alger les participants au Forum d'affaires pharmaceutique Inde-Algérie, selon l'APS.

S'exprimant à cette occasion, la directrice de la promotion et du soutien aux échanges économiques au ministère des Affaires étrangères, Sihem Nafaa a affirmé que «l'industrie pharmaceutique, en tant que secteur stratégique, recèle des opportunités exceptionnelles de partenariats fructueux entre l'Algérie et l'Inde», mettant en avant la complémentarité des atouts et des potentialités des deux pays.

«L'Algérie est aujourd'hui devenue un pôle pharmaceutique africain incontestable, avec plus de 240 usines pharmaceutiques en activité, sur les 640 que compte le continent, sans compter les projets en cours de réalisation», a-t-elle précisé.

Selon Mme Nafaa, l'Algérie ambitionne d'établir un partenariat solide avec l'Inde dans la fabrication de vitamines, de compléments alimentaires et de médicaments génériques, tout en relevant que l'Inde dispose d'une expertise reconnue, susceptible de permettre aux entreprises indiennes de s'implanter durablement sur les marchés africains et méditerranéens via l'Algérie, qui offre une position géographique stratégique et des infrastructures adaptées.

De son côté, le conseiller du ministre de l'Industrie pharmaceutique, Younes Bouarara, a souligné que «ce Forum offre une plateforme privilégiée aux entreprises algériennes et indiennes pour identifier des projets concrets et jeter les bases d'un partenariat durable. L'Algérie est aujourd'hui ouverte aux investissements créateurs de valeur et aspire à devenir un pôle régional de production et d'exportation de produits pharmaceutiques, en considérant l'Inde comme un partenaire stratégique.»

L'ambassadrice de l'Inde en Algérie, Swati Vijay Kulkarni, a affirmé pour sa part que «l'Algérie est un partenaire clé de l'Inde et une véritable porte d'entrée vers l'Europe et l'Afrique», notant que la délégation indienne qui participe au Forum comprend près de 100 opérateurs représentant plus de 65 entreprises du secteur pharmaceutique fortement intéressées par la concrétisation de projets d'investissement.

DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DES HYDROCARBURES

L'Algérie affiche sa disponibilité à accompagner la Somalie

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé jeudi, au siège du ministère, où il a reçu une délégation de haut niveau de la République fédérale de Somalie, la volonté de l'Algérie de soutenir les efforts de la Somalie dans le développement du secteur des hydrocarbures, notamment à travers les expertises du groupe Sonatrach et de l'Institut algérien du pétrole (IAP).

Lors des entretiens avec la délégation conduite par le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et envoyé spécial du président de la République fédérale de Somalie, M. Farah Sheikh Abdulkadir Mohamed, M. Arkab a souligné «l'engagement de l'Algérie, conformément aux orientations du président de la République, à consolider la coopération et à renforcer les échanges avec la République fédérale de Somalie, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud et avec les pays africains frères», a indiqué un communiqué du ministère.

M. Arkab a réaffirmé «la disponibilité de l'Algérie d'accompagner les efforts de la République fédérale de Somalie pour développer le secteur des hydrocarbures», à travers les expertises du groupe Sonatrach et de l'IAP, par des formations en Algérie ou par les échanges d'expertises, notamment concernant le cadre juridique et réglementaire régissant les activités des hydrocarbures, en coordination avec les organismes spécialisés tels que l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures «AL-NAFT».

Lors de la rencontre à laquelle ont assisté le ministre de l'Éducation nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, le PDG du groupe Sonatrach, Nouredine Daoudi, et des cadres du ministère des Hydrocarbures et des Mines du côté algérien, et le ministre d'État aux Affaires étrangères, Ali Mohamed Omar, ainsi que l'ambassadeur de la République fédérale de Somalie, Yusuf Ahmed Hassan Jeego du côté somalien, ont permis d'examiner «les

possibilités de développer des partenariats entre le groupe Sonatrach et ses filiales et les différentes entreprises somaliennes activant dans ce domaine».

Les deux parties ont évoqué, en outre, «les moyens de renforcer les relations de coopération, de partenariat et d'investissement tout au long de la chaîne des valeurs du secteur des hydrocarbures, englobant les activités de prospection, de production, de transport, de raffinage et la pétrochimie».

L'accent a également été mis sur l'importance de la formation des compétences scientifiques et techniques, notamment en bénéficiant de l'expérience de l'Institut algérien du pétrole (IAP), et à travers le renforcement des programmes de formation au profit des cadres somaliens, en sus du partage de l'expérience algérienne pionnière dans le domaine de l'industrie du pétrole et du gaz, et concernant les cadres réglementaires et juridiques régissant les activités pétrolières.

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE DU 21 AU 24 JANVIER

50 exposants seront au rendez-vous

La huitième édition du Salon international de l'agriculture d'Oran (Agri Pro Expo 2026) se tiendra au Centre des conférences «Mohamed Benahmed» d'Oran du 21 au 24 janvier courant, a appris l'APS, jeudi, auprès des organisateurs.

Cette manifestation, placée sous le patronage du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche,

devra enregistrer la participation de 50 exposants provenant de toutes les régions du pays ainsi que d'Allemagne et de Turquie, a indiqué à l'APS le coordinateur général de l'événement, Omar Bedkane.

Cette édition, organisée par l'agence événementielle «Exposium», réunira des opérateurs économiques de la chaîne d'activités agricoles, aussi bien végétales qu'animales, dans les domaines de

la production de semences, de la transformation, de l'irrigation agricole, de la mécanisation agricole, des aliments pour bétail, des médicaments vétérinaires, de l'aviculture, ainsi que des établissements spécialisés dans le financement, selon la même source.

Ce rendez-vous économique constituera une plateforme d'échange d'expertises entre les participants, de présentation des dernières in-

novations et de concrétisation de partenariats stratégiques entre investisseurs du secteur agricole, a-t-on souligné.

À cette occasion, des conférences seront organisées autour de thématiques liées au secteur, notamment «l'investissement agricole» et «la filière de l'aviculture», en plus de la présentation d'exposés par le groupe Asmidal», ont fait savoir les organisateurs.



# Renforcement de l'environnement fiscal

## Un séminaire stratégique organisé par la DGI avec BRITACEG

La Direction générale des impôts (DGI) et BRITACEG (Groupe de renforcement des capacités de l'administration fiscale de l'initiative « citoyenneté ») projettent ensemble le développement de plateformes de formation en ligne et de perfectionnement professionnel, spécialement conçues pour les agents et les cadres de la DGI.

PAR INÈS B.

La Direction générale des impôts (DGI) a organisé, jeudi 15 janvier 2026, à Alger, en partenariat avec BRITACEG (Groupe de renforcement des capacités de l'administration fiscale de l'initiative « citoyenneté »), pilier du mécanisme de coopération en matière d'administration fiscale de l'initiative « la Ceinture et la Route », un séminaire consacré à l'amélioration de l'environnement fiscal des entreprises. Selon un communiqué de la DGI, publié sur sa page officielle Facebook, des représentants de la DGI et une délégation de haut niveau de BRITACEG ont participé à cet événement. M. Hamawi Ismail, inspecteur général, représentant le directeur général des impôts, a ouvert la session en soulignant l'importance stratégique de la mise en place d'un cadre fiscal propice au développement économique national. L'accent a été mis sur le projet de plateforme de formation en ligne et de perfectionnement professionnel, spécialement conçu pour les agents et les cadres de la DGI. Cet outil de formation continue vise à renforcer les compétences techniques des employés, à harmoniser les pratiques professionnelles à l'échelle nationale et à garantir une maîtrise optimale



de la législation fiscale. Le système s'appuiera sur l'échange d'expertise avec les académies de BRITACEG afin d'intégrer les normes internationales en matière d'administration fiscale. Pour sa part, la délégation chinoise, représentée par M. Huang Suhua de l'Administration fiscale d'État chinoise, a présenté l'expérience de son pays en matière de numérisation, notamment à travers le projet de « taxe dorée » et l'utilisation du Big Data. La DGI a, quant à elle, présenté les politiques fiscales préférentielles en vigueur en Algérie, en particulier celles découlant de la loi sur l'investissement, par l'intermédiaire du directeur adjoint chargé du suivi des incitations fiscales. Enfin, le directeur adjoint chargé de l'élaboration des lois de finances a présenté les principales mesures de la loi de finances 2026, réaffirmant l'engagement de l'administration à améliorer la transparence et l'efficacité du système fiscal algérien. À l'issue de la séance du matin, les travaux se sont poursuivis par une réunion technique bilatérale visant à définir les priorités de coopération entre la Direc-

tion générale des impôts et BRITACOM. Les discussions ont porté sur la planification des prochaines phases, la définition des résultats attendus et la mise en place d'un mécanisme de suivi et d'évaluation robuste. Cette séance de travail avait pour objectif de renforcer la coordination entre les experts des deux pays et de consolider les fondements institutionnels de ce partenariat stratégique. Notons que le BRETACOM est un mécanisme multilatéral de coopération fiscale dans le cadre de l'initiative de « la Ceinture et la Route » qui a été mis en place en 2019 incluant les autorités fiscales de 34 pays et régions du monde. Il vise à faciliter le commerce et les investissements transfrontaliers le long du tracé de « La Ceinture et la Route » en aidant à résoudre les litiges fiscaux. Le BRITACOM a un rôle à jouer dans la promotion d'une approche de coopération multilatérale en matière de fiscalité, et peut aider les administrations fiscales à partager les meilleures pratiques et à jeter les bases de la coopération.

I.B.

## GROUPE GICA

### Les exportations ont atteint 5 millions de tonnes en 2025

Fruit d'une politique publique visant à diversifier l'économie nationale, les exportations hors hydrocarbures enregistrent une dynamique positive, portée par l'amélioration du cadre réglementaire, les facilitations administratives et l'accompagnement des opérateurs économiques, comme en témoignent plusieurs entreprises publiques et privées ayant sensiblement accru leurs volumes à l'exportation, selon l'APS. Cette dynamique a été confirmée par plusieurs entreprises, dont le Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA), Knauf Algérie et El Hillal, interrogées en marge de la première édition de l'exposition nationale des produits d'exportation algériens, qui se tient du 13 au 16 janvier au Centre des conventions d'Oran (CCO). Les responsables de ces sociétés ont unanimement mis en avant l'impact positif des facilitations accordées par l'État et des mécanismes d'accompagnement mis en place, soulignant une augmentation notable de leurs volumes à l'exportation dans un climat d'affaires progressivement plus favorable. Le groupe GICA, à travers ses filiales, dont la cimenterie de Zahana (Mascara), exporte aujourd'hui son clincker vers l'Europe, l'Afrique et l'Amérique latine. Selon M. Souahi Abdelatif, directeur commercial de la filiale de Zahana, les exportations ont atteint 5 millions de tonnes en 2025, avec l'objectif d'atteindre 6 millions de tonnes en 2026, soit une progression de 20 %. Il a précisé que

les opérations d'exportation s'effectuent dans un environnement très favorable, sans contraintes administratives ou logistiques majeures, grâce aux mesures d'accompagnement et aux facilitations mises en place par les pouvoirs publics. Le ministre du Commerce extérieur, Kamel Reziz, qui a présidé l'ouverture de l'exposition, a souligné que les produits algériens destinés à l'exportation connaissent une diversification notable et se distinguent par leur haute qualité, reflétant les fruits des réformes engagées depuis 2020, dans le cadre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Bekhouche Seddik, député à l'Assemblée populaire nationale (APN) et membre de sa commission des affaires économiques, de la planification et de la consultation, a rappelé que la commission compétente accompagne les efforts de l'État pour améliorer l'action en faveur de l'exportation, en restant à l'écoute des préoccupations des opérateurs et en contribuant à lever les contraintes auxquelles ils sont confrontés. Le secteur privé joue également un rôle central dans cette dynamique. Knauf Algérie, spécialisée dans les matériaux de construction, souligne l'impact positif des mesures d'incitation à l'exportation. «Le climat actuel encourage l'investissement productif orienté vers l'exportation, avec un meilleur accès aux financements et une plus grande visibilité sur les marchés extérieurs», indique Iskander El Hadi, directeur général

de Knauf Algérie. L'entreprise a exporté 7 millions de mètres carrés de plaques de plâtre en 2025, principalement vers la Libye et le Ghana. Dans le secteur de l'industrie du papier, le groupe El Hillal a enregistré une nette progression de ses exportations, grâce à l'appui institutionnel, aux facilitations douanières et à l'amélioration des chaînes logistiques, renforçant ainsi la compétitivité des produits algériens. «Le groupe a déjà engagé des opérations d'exportation régulières vers la Mauritanie, à raison de deux conteneurs de 40 pieds par mois, soit environ 40 tonnes de cahiers, et ce depuis quatre mois», a fait savoir le responsable des relations publiques et extérieures du groupe, Youcef Nefir. Cette évolution favorable ne profite pas uniquement aux grands groupes. Plusieurs petites entreprises, créées dans le cadre de dispositifs d'aide à l'emploi, comme «Oran Snail», spécialisée dans l'élevage d'escargots ou «Dounia's Kitchen», productrice artisanale de confitures, entre autres, ont déjà exporté leurs produits vers l'Italie, illustrant l'impact concret de la politique publique sur l'ensemble du tissu économique. L'ensemble de ces résultats témoigne de l'efficacité des mesures publiques en matière de soutien à l'exportation et laisse entrevoir une perspective de croissance durable pour les produits hors hydrocarbures, consolidant la diversification économique et la présence de l'Algérie sur les marchés internationaux.

## Assurance contre les catastrophes agricoles : Plus de 4 200 agriculteurs indemnisés par la CNMA en 2024

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a annoncé, jeudi à Alger, que son secteur œuvre actuellement à l'élargissement de la couverture du système des assurances agricoles pour inclure les différentes catastrophes naturelles résultant des changements climatiques. Lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales et présidée par Ahmed Anouar Bouchouit, vice-président de l'APN, M. Oualid a indiqué que «la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) s'emploie à développer et à moderniser ses produits d'assurance afin d'offrir une protection totale contre les risques climatiques, et ce à travers de nouvelles formules adaptées couvrant tous les produits agricoles, végétaux et animaliers, notamment la filière céréalière, l'une des filières les plus exposées aux changements climatiques», rapporte l'APS. Un nouveau système d'assurance contre les catastrophes dues aux changements climatiques, telles que la sécheresse et les vents, a été proposé et «se trouve actuellement en cours d'examen», qui viendra s'ajouter aux formules d'assurance classiques proposées par la CNMA, à travers ses antennes locales, lesquelles couvrent plusieurs risques, tels que le gel, les incendies, les inondations et la baisse de rendement», a-t-il ajouté. Ainsi, «la CNMA procédera au lancement de nouvelles offres d'assurance, en prenant en considération les différentes problématiques et catastrophes naturelles auxquelles les agriculteurs sont fréquemment exposés ces dernières années», selon le ministre. Dans ce contexte, M. Oualid a relevé la recrudescence, ces derniers temps, des effets négatifs des intempéries sur le secteur agricole, notamment en ce qui a trait à l'allongement des périodes de sécheresse, à la faible pluviométrie, au glissement de terrain, à la hausse des températures et à la baisse de la production, en particulier pour les cultures dépendant des systèmes d'irrigation pluviale, ce qui a poussé à intensifier les efforts visant à accompagner les agriculteurs et à les sensibiliser à l'importance de généraliser les systèmes agricoles modernes et à la nécessité d'assurer leur activité. À cette occasion, M. Oualid a présenté un bilan de l'activité de la CNMA dans le domaine de l'assurance contre les catastrophes agricoles, qui a permis l'indemnisation de 4 233 agriculteurs assurés dans 40 wilayas en 2024, pour un montant dépassant 387 millions de DA, contre 133 millions de DA en 2023 pour 33 wilayas. Il a également fait état de l'indemnisation des agriculteurs affectés par la sécheresse en 2023, qui a touché 892 communes dans 34 wilayas, ce qui leur a permis de poursuivre leur activité et d'assurer leurs revenus, cette indemnisation ayant été prise en charge par le Trésor public, étant donné que le système d'assurance ne couvre pas le phénomène de la sécheresse. Ainsi, la nouvelle orientation permettra une transition progressive de l'indemnisation conjoncturelle vers un système d'assurance organisé et durable contre les catastrophes agricoles. «À partir de la prochaine saison agricole, et pour la première fois, de nouvelles variétés particulièrement adaptées à la sécheresse seront introduites, en tenant compte des caractéristiques naturelles et climatiques de chaque région», a assuré M. Oualid. De nombreuses semences de légumes importées seront remplacées par des semences produites localement, et ce, grâce à des projets «très ambitieux» en cours de réalisation en collaboration avec des centres de recherche, selon le ministre. Quant à la santé animale, le ministre a annoncé que son secteur vise à ouvrir le champ aux laboratoires vétérinaires afin de garantir une meilleure couverture, parallèlement aux efforts de l'État pour renforcer son réseau public.



EL-MENIAA

Un pôle agricole prometteur

La wilaya d'El-Meniaa a connu, entre 2021 et 2025, un développement agricole, en termes d'extension des superficies irriguées, de développement de la céréaliculture et de la consolidation des infrastructures, à la faveur de programmes de soutien aux opérateurs agricoles. Intervenant en marge du 4<sup>e</sup> Salon international de l'agriculture, de l'industrie de transformation et de l'élevage (13-16 janvier), le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, a souligné que la surface consacrée au développement de la céréaliculture est passée de 7 437 hectares (ha) en 2021 à plus de 26 540 ha ces dernières saisons, donnant lieu à une hausse de la récolte céréalière de près de 300 000 quintaux (QX) à plus de 1,1 million QX. Il a ajouté que cette saison agricole est marquée par une extension de 4 000 ha, comparativement à la saison écoulée. Concernant les infrastructures retenues pour le secteur, M. Benmalek a fait état de l'électrification, depuis 2021, à la faveur d'un programme commun entre le ministère de l'Agriculture et la Sonelgaz, de 1 291 exploitations agricoles, à travers la réalisation de 824 raccordements, en attendant de faire bénéficier d'autres exploitations de ce programme. Selon les explications du wali d'El-Meniaa, cette wilaya a bénéficié de la réalisation, durant la même période, de pistes d'accès totalisant 18 964 km, en vue de faciliter l'accès des opérateurs agricoles et permettre le transport des équipements, réduire les frais de production et améliorer les conditions de commercialisation. Le premier responsable de la wilaya a précisé que plus de 335 agriculteurs ont bénéficié, depuis 2023, du soutien financier dédié aux opérateurs adhérant au programme des cultures stratégiques, pour un volume global dépassant 5,4 milliards DA.

Il a ajouté que l'extension des superficies

L'extension des superficies irriguées et les programmes de soutien ont permis d'ériger la wilaya d'El-Meniaa en pôle agricole prometteur. La surface consacrée au développement de la céréaliculture est passée de 7 437 hectares (ha) en 2021 à plus de 26 540 ha ces dernières saisons, donnant lieu à une hausse de la récolte céréalière de près de 300 000 quintaux (QX) à plus de 1,1 million QX.



agricoles a permis à la production animale d'atteindre un cheptel de 46 757 têtes d'ovins, 9 061 de caprins, 355 têtes de bovins laitiers, 3 047 camélidés et 68 équins. M. Benmalek a par ailleurs souligné que

la wilaya d'El-Meniaa a été dotée de 11 centres de proximité de stockage de céréales, d'une capacité de plus de 50 000 QX chacun, en sus d'un silo d'une capacité d'un (1) million QX, susceptibles de stocker le

produit agricole stratégique, d'encourager l'investissement agricole dans la région et de contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire nationale.

**BOUIRA**  
D'importants projets de développement pour la commune d'El Adjiba

La commune d'El Adjiba (est de Bouira) a bénéficié d'une série de projets de développement, dont la réalisation d'un centre d'hémodialyse, actuellement en phase d'étude, a-t-on appris hier auprès des services de la wilaya. Lors d'une visite de travail dans cette ville située à environ 26 km à l'est du chef-lieu de la wilaya de Bouira, la wali, Houria Aggoune, a inspecté le projet de transformation d'une an-

cienne structure administrative abritant quelque 70 locaux professionnels inexploités en un centre de soins destiné à la population locale. Sur le site du chantier, Mme Aggoune a donné des instructions aux responsables concernés pour qu'ils accélèrent la cadence des travaux de la deuxième tranche du projet et ouvrent ainsi ce centre de soins aux habitants de la commune. Un délai de cinq (5) mois a été accordé à l'entreprise réalisatrice pour achever les travaux, selon la fiche technique du projet. Par ailleurs, une étude a été lancée pour aménager 30 autres locaux professionnels inexploités afin d'y abriter un centre d'hémodialyse d'une capacité de 20 lits pour la ville d'El Adjiba. Les autorités locales de la wilaya, à leur tête la wali Houria Aggoune, ont inspecté ce projet dont les travaux devraient bien-

tôt débuter, selon les informations fournies par le directeur de la santé publique (DSP), Kamel Cheffai. S'adressant aux responsables du secteur de la santé de la wilaya de Bouira, Mme Aggoune a appelé à « accélérer l'étude de ce projet de centre d'hémodialyse, en collaboration avec les services concernés, afin de pouvoir lancer bientôt les travaux de réalisation ». Toujours dans la commune d'El Adjiba, les autorités locales de la wilaya ont procédé à la pose de la première pierre du projet de raccordement à l'électricité de 114 foyers dans les localités d'Azaknoune, El Madarsa, Bouakkache, Bouaiche, El Koudia et Velghith. Les entreprises ont huit (8) mois pour réaliser un réseau électrique d'une longueur de 19 km et achever ce projet tant attendu par les habitants de ces localités enclavées.

**GUELMA**  
Plus de 9 000 qx de blé livrés quotidiennement à 14 minoteries

Pas moins de 14 minoteries publiques et privées, produisant de la semoule et de la farine dans la wilaya de Guelma, sont quotidiennement approvisionnées de plus de 9 000 quintaux de blés dur et tendre depuis la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), a indiqué, mercredi, le directeur des Services agricoles (DSA), Rachid Rehamnia. M. Rehamnia a précisé, dans une déclaration à l'APS, que cette quantité de blé, qui correspond aux capacités de production des unités de transformation, est « suffisante pour répondre aux besoins du marché local, notamment des boulangeries, et fournit d'importantes quantités de son pour l'alimentation animale ». Le responsable a souligné qu'une « grande partie des céréales livrées quotidiennement aux minoteries est constituée de blé dur, destiné à approvisionner quatre (4) unités importantes de production de semoule relevant du groupe agro-industriel public AGRODIV, le reste (du blé tendre, essentiellement) est réparti entre meuniers spécialisés dans la production de farine ». Il a souligné que le quota de blés dur et tendre livré quotidiennement aux minotiers a été « préalablement déterminé par les services concernés en fonction des données du marché et des capacités des unités de production », précisant que ce quota « peut être revu à la hausse si nécessaire ». Selon le DSA, la CCLS de la wilaya de Guelma dispose d'un stock suffisant de blés dur et tendre, la campagne des moissons ayant permis de collecter plus de 1,5 million de quintaux de céréales de différentes variétés, et de les stocker dans les silos et entrepôts de la coopérative répartis sur le territoire de la wilaya.

**MÉDÉE**  
153 millions de DA pour des projets d'AEP et d'assainissement

Une enveloppe financière de 153 millions de DA a été réservée à la réalisation de plusieurs projets d'alimentation en eau (AEP) et d'assainissement à travers les communes de Médéa, dans le cadre du budget primitif de l'exercice 2026, examiné et approuvé lors de la 2<sup>e</sup> session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), qui s'est tenue mercredi. Sur ce montant, 118 millions de DA sont alloués à la rénovation et à l'extension du réseau d'assainissement au niveau de neuf (9) communes, à savoir, Sidi-Demed, El-Aouinet, Ain-Ouksir, Bouaiche, Tablat, Bouchraïl, Ouled Maaref, Maghraoua et Sidi-Rabei, indique le rapport de la commission des finances de l'APW. Le rapport précise que la réalisation de ce projet est une condition préalable à l'entame

des travaux de raccordement des foyers de ces communes au gaz naturel. Il ajoute que la prise en charge du volet relatif à la modernisation et à l'extension du réseau d'assainissement permettra d'accroître la pénétration du gaz naturel dans ces communes. Le rapport de cette commission note également que onze (11) millions de DA sont destinés au financement d'une autre opération de rénovation du réseau d'assainissement au profit d'un quartier de la commune de Ksar-El-Boukhari, tandis qu'une dotation de 24 millions de DA est allouée au projet de réalisation, d'équipement et de raccordement en électricité de deux forages, l'un localisé à El-Koudia, commune d'Ain-Ouksir, et l'autre à Chouaitia, dans la commune de Bir-Benabed.





## CONSERVATEURS ALIMENTAIRES

## Un risque accru de cancer et de diabète, selon une nouvelle étude

PAR AMEL B.

Souvent utilisés pour prolonger la durée de vie de conservation des aliments, empêcher le développement de bactéries ou préserver la couleur et le goût, les conservateurs alimentaires présents dans de nombreux produits industriels sont aujourd'hui au cœur d'un débat scientifique. Omniprésents dans notre quotidien, on les retrouve dans l'industrie agroalimentaire, les charcuteries, les plats préparés, les boissons sucrées, les produits de boulangerie ou encore les snacks. Leur impact à long terme sur la santé humaine suscite des inquiétudes croissantes. Plusieurs études récentes suggèrent qu'une consommation élevée et régulière pourrait être associée à une augmentation du risque de cancer et de diabète de type 2. Selon deux nouvelles études publiées mercredi 8 janvier, la consommation de certains conservateurs alimentaires pourrait endommager les cellules et l'ADN et avoir des effets indésirables sur le métabolisme. D'après ces études, citées par l'Institut français de la santé et de la recherche médicale (INSERM), une consommation plus élevée de plusieurs conservateurs était associée à un risque plus élevé de cancer par rapport aux plus faibles consommations. Mais de quels additifs parle-t-on concrètement, et dans quels aliments les trouve-t-on ? Les scientifiques mettent en avant que les nitrites et nitrates (E249 à E252) figurent parmi les additifs les plus connus et les plus controversés. Ils sont utilisés principalement dans les charcuteries pour empêcher le développement de bactéries dangereuses et conserver la couleur rosée de la viande. Selon les chercheurs, ces substances peuvent, dans certaines conditions, se transformer en composés cancérigènes appelés nitrosamines. Leur consommation régulière est l'un des facteurs expliquant

*Une consommation élevée de conservateurs alimentaires est associée à un risque accru de diabète de type 2 et de cancer, notamment de cancer du sein et de la prostate. Certains conservateurs sont, en effet, suspectés d'endommager les cellules et d'avoir des effets indésirables sur le métabolisme.*



le lien établi entre viandes transformées et cancers, notamment colorectal. Discrets mais très répandus, les sorbates, comme le sorbate de potassium (E202), sont largement utilisés pour empêcher le développement de moisissures et de levures. On les retrouve dans de nombreux produits du quotidien : fromages industriels, pains de mie, pâtisseries emballées, sauces, plats préparés. Les experts suggèrent une association entre une forte exposition aux sorbates et une augmentation du risque global de cancer, notamment du cancer du sein.

**Appel à limiter les produits transformés**

De leur côté, les sulfites, courants dans

les boissons et produits transformés, sont également évoqués. Les sulfites (E220 à E228) sont utilisés pour leurs propriétés antimicrobiennes et antioxydantes. Ils sont particulièrement présents dans certaines boissons, fruits secs, pommes de terre transformées, soupes industrielles ou plats préparés. S'ils sont déjà connus pour provoquer des réactions chez les personnes sensibles, ils sont désormais étudiés pour leurs effets potentiels à long terme sur le métabolisme et l'inflammation. On parle aussi des benzoates (comme le benzoate de sodium, E211) et des acides acétiques (E260) utilisés pour conserver les aliments acides. On les trouve surtout dans les boissons sucrées, sodas, jus industriels, corni-

chons, sauces, condiments et certains desserts industriels. Selon les scientifiques, ces additifs pourraient jouer un rôle indirect dans le développement du diabète de type 2, notamment via des effets sur le microbiote intestinal. Les scientifiques pointent du doigt également certains conservateurs dits antioxydants, comme le BHA (E320) ou le BHT (E321), ajoutés pour éviter le rancissement des graisses. Ils sont présents dans des snacks, des céréales, des biscuits, des chewing-gums ou des produits gras industriels. Bien que les preuves restent limitées chez l'humain, leur usage est surveillé en raison d'effets biologiques observés dans des études expérimentales. Si les chercheurs insistent sur un point, c'est que le risque ne vient pas d'un additif isolé consommé occasionnellement, mais de l'accumulation. Ces conservateurs se retrouvent majoritairement dans les aliments ultra-transformés, souvent riches en sucres, en graisses et pauvres en fibres. C'est ce modèle alimentaire global qui est associé à une hausse des maladies chroniques. Ces études sont les premières à analyser le lien entre l'exposition aux conservateurs alimentaires et le risque de cancer et de diabète. Pour cela, il a fallu quantifier les apports de ces additifs dans la population et connaître précisément les types d'aliments industriels consommés », selon les auteurs de l'étude. Ces travaux justifient une fois de plus les recommandations des experts appelant à privilégier les aliments frais et peu transformés et à limiter autant que possible les additifs superflus. Selon les scientifiques, une augmentation de 10 % de la proportion d'aliments ultra-transformés dans le régime alimentaire est associée à une augmentation de plus de 10 % des risques de développer un cancer et particulièrement un cancer du sein. D'où l'importance de limiter le recours aux aliments ultratransformés et d'améliorer l'alimentation à l'échelle mondiale.

A. B.

## RÉSEAUX EN AUSTRALIE

4,7 millions de comptes de mineurs bloqués

Les géants de la tech ont bloqué 4,7 millions de comptes suite à l'interdiction en Australie – une première mondiale – des réseaux sociaux pour les moins de 16 ans, a annoncé vendredi l'autorité australienne de surveillance de la sécurité en ligne eSafely. Il est clair que les recommandations

réglementaires et le dialogue mené par l'autorité de surveillance en ligne auprès des plateformes produisent déjà des résultats significatifs », a estimé la commissaire australienne à la sécurité en ligne, Julie Inman Grant, dans un communiqué. Depuis l'entrée en vigueur de la loi le 10 décembre, l'Australie exige des grandes plateformes qu'elles empêchent les mineurs de posséder des comptes. Les entreprises s'exposent à des amendes de 49,5 millions de dollars australiens (28,5 millions d'euros) si elles ne prennent pas les mesures raisonnables pour se conformer à la loi. Le groupe Meta a annoncé la semaine dernière avoir supprimé quelque 540 000

comptes de mineurs de ses plateformes au cours de la seule semaine se terminant le 11 décembre. Meta a réitéré son appel à ce que les plateformes de téléchargement d'applications soient tenues de vérifier l'âge des utilisateurs et d'obtenir l'autorisation parentale avant que les moins de 16 ans puissent télécharger une application. La commissaire australienne à la sécurité en ligne estime que la vérification précise des âges prend du temps, mais dit attendre des plateformes qu'elles améliorent leurs performances. « Il est également de la responsabilité du secteur d'empêcher le contournement », a précisé l'autorité de régulation.



## ORAN

2 décès par asphyxie au gaz

2 personnes sont décédées, vendredi, par asphyxie au gaz naturel dans un appartement situé dans la commune d'Aïn El Turk (Oran). Selon les services de la Protection civile de la wilaya, les unités de secours sont intervenues à 10 h 43, suite à un appel signalant une fuite de gaz à l'intérieur du logement, ayant entraîné le décès de 2 personnes. Les dépouilles des victimes ont été transférées à la morgue de l'hôpital local. Les services de la Protection civile ont renouvelé leur appel aux citoyens à respecter les règles de sécurité et de prévention, notamment en matière d'aération des habitations et de contrôle des équipements à gaz, afin d'éviter ce genre d'accidents.

## EL-OUED

## 20 opérations chirurgicales délicates en gynécologie-obstétrique

Pas moins de 20 interventions chirurgicales délicates, en gynécologie-obstétrique, ont été effectuées cette semaine dans la wilaya d'El-Oued, dans le cadre du jumelage entre l'établissement hospitalier spécialisé Mère-enfant « EHS-Bachir Bennacer » (El-Oued) et le Centre hospitalo-universitaire « CHU-Ibn-Rochd » (Annaba). Ces interventions ont été menées sur des patientes d'El-Oued et de wilayas voisines, présentant des maladies au niveau de l'appareil génital, du col de l'utérus notamment, source de retardement de la procréation et

de perturbations de la grossesse, en plus de cas cancéreux, a expliqué le directeur de l'EHS-Bachir Bennacer, Zakaria Nebouaâ. Ces opérations ont été effectuées trois jours durant par un staff composé de six (6) gynéco-obstétriciens et des anesthésistes-réanimateurs, et d'un corps paramédical, sous la conduite du Pr. Guellati Wafa, chef de service gynécologie-obstétrique au CHU-Ibn Rochd.

Pas moins de 52 femmes ont, à cette occasion, bénéficié de consultations médicales spécialisées, en vue de déterminer la prise

en charge chirurgicale, le cas échéant, notamment celles atteintes de tumeur cancéreuse.

Ces journées médicales ont donné lieu également à l'animation par le Pr. Guellati Wafa d'une session de formation en direction du corps médical et paramédical local, en vue d'assurer leur perfectionnement. ans le domaine. L'EHS Mère-Enfant Bachir Bennacer a établi pour l'année 2026 un programme médical préliminaire prévoyant plus d'une quinzaine de jumelages médico-chirurgicaux.



APRÈS DES TENSIONS À MINNEAPOLIS

Donald Trump envisage le recours à l'« Insurrection Act »

La ville de Minneapolis est confrontée à une montée des tensions depuis plusieurs jours, dans un contexte marqué par des opérations menées par la police fédérale de l'immigration. Mercredi dernier, un ressortissant vénézuélien a été blessé par un tir policier lors de son arrestation.



Le président américain Donald Trump a menacé jeudi d'invoquer l'« Insurrection Act », une loi d'exception qui lui permettrait de déployer l'armée à Minneapolis, à la suite de nouveaux heurts entre forces de l'ordre et manifestants faisant suite à un nouvel incident impliquant la police fédérale de l'immigration (ICE). La ville de Minneapolis est en effet confrontée à une montée des tensions depuis plusieurs jours, dans un contexte marqué par des opérations menées par la police fédérale de l'immigration. Mercredi, un ressortissant vénézuélien a été blessé par un tir policier lors de son arrestation. Selon le ministère de l'Intérieur, l'homme, en situation irrégu-

lière, aurait opposé une résistance, conduisant l'agent à faire usage de son arme pour se protéger. La victime a été touchée à la jambe. Cet incident a déclenché une manifestation de plusieurs centaines de personnes à proximité d'un bâtiment fédéral. Des projectiles ont été lancés en direction des forces de l'ordre, qui ont répondu par l'usage de gaz lacrymogènes. De nouveaux rassemblements ont été observés le lendemain, dans un climat demeuré tendu mais sans violences majeures. Ces événements interviennent alors que la ville reste sous le choc de la mort, survenue le 7 janvier, de Renee Nicole Good, une Américaine de 37 ans, tuée lors d'une intervention policière. Une enquête fédérale est en cours, tandis que la famille de la victime a annoncé l'ouverture d'une procédure civile. Les autori-

tés du Minnesota appellent au calme et à la désescalade. Le gouvernement fédéral, de son côté, a confirmé la poursuite des opérations de la police de l'immigration, avec le déploiement de renforts supplémentaires, portant à plus de 2 000 le nombre d'agents mobilisés dans l'État. En parallèle, plusieurs décès survenus récemment en détention de la police de l'immigration ont ravivé le débat national sur les conditions d'arrestation et de rétention des migrants. Depuis le début de l'année 2026, au moins quatre personnes sont décédées alors qu'elles se trouvaient sous la garde de l'ICE et au moins 30 en 2025, l'année la plus meurtrière depuis la création de cette police en 2004, selon des statistiques officielles.

CANADA-CHINE

Ottawa ouvre son marché aux véhicules électriques chinois

En visite officielle à Pékin, le Premier ministre canadien Mark Carney a annoncé une série de mesures marquant une nouvelle étape dans le rapprochement entre le Canada et la Chine, avec un accent particulier sur le secteur automobile. Ottawa autorisera l'entrée de 49 000 véhicules électriques fabriqués en Chine à des droits de douane préférentiels fixés à 6,1 %, un niveau présenté comme un retour à la situation antérieure aux récentes tensions commerciales. Selon Mark Carney, cette décision s'inscrit dans une dynamique plus large visant à relancer la coopération économique bilatérale. Le chef du gouvernement canadien estime que cet arrangement pourrait, à moyen terme, favoriser des investissements chinois significatifs dans l'industrie automobile canadienne. L'objectif affiché est double : soutenir la création d'emplois et accélérer la transition du pays vers une économie à faibles émissions de carbone. Au-delà de l'automobile, cette visite marque une amélioration plus globale des relations entre les deux pays après plusieurs années de brouille diplomatique. Le Premier ministre canadien a confirmé l'existence d'un accord commercial préliminaire destiné à lever certains obstacles au commerce bilatéral, notamment dans le secteur agricole. Dans ce cadre, le Canada s'attend à une réduction prochaine des droits de douane chinois sur les graines de canola canadiennes. Sur le plan diplomatique et humain, Mark Carney a également annoncé un assouplissement majeur des conditions de déplacement. Les ressortissants canadiens pourront prochainement se rendre en Chine sans visa, à la suite d'un engagement pris par le président chinois Xi Jinping lors de leur rencontre à Pékin. Cette mesure vise à encourager les échanges touristiques, économiques et culturels entre les deux pays. Première visite d'un chef de gouvernement canadien en Chine depuis huit ans, ce déplacement symbolise la volonté d'Ottawa et de Pékin de tourner la page des tensions passées et d'explorer de nouveaux axes de coopération, en particulier dans les secteurs industriels et technologiques stratégiques.

SIGNATURE DE L'ACCORD UE-MERCOSUR

Ursula von der Leyen au Paraguay

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, se rend samedi au Paraguay pour signer le traité de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et les pays du Mercosur, ouvrant ainsi la voie à l'accord commercial le plus important jamais conclu par le bloc européen après 25 ans de négociations. La signature de cet accord ne marquera pas toutefois la fin de cette longue saga. L'UE et les pays du Mercosur, à savoir l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, signeront en fait deux accords au lieu d'un : l'accord commercial intérimaire (ACI), qui ne porte que sur le commerce, et l'accord de partenariat UE-Mercosur (APEM), qui englobe la coopération politique et sectorielle ainsi que le commerce et l'investissement. L'ACI pourrait entrer en vigueur après la signature mais il est d'usage que cela ne se fasse qu'avec l'accord du Parlement européen. Un vote pourrait n'avoir lieu qu'en avril ou mai. Le résultat sera serré compte tenu de l'opposition à l'accord de plusieurs pays membres de l'UE, parmi lesquels la France, dont les députés au Parlement de Strasbourg pourraient suivre la même ligne. Si les eurodéputés votent en faveur de l'ACI, celui-ci pourrait entrer en vigueur quelques mois plus tard.

APRÈS UN INCENDIE À SÉOUL

Évacuation de plus de 250 personnes

Plus de 250 personnes ont été évacuées vendredi après qu'un incendie a ravagé un quartier défavorisé près du district de Gangnam, dans le sud de Séoul, ont annoncé les autorités. L'incendie s'est déclaré au petit matin à Guryong, souvent décrit comme l'un des derniers bidonvilles encore existants de la capitale sud-coréenne. L'origine de l'incendie reste inconnue, a rapporté l'Agence nationale des sapeurs-pompiers de Séoul. « Le feu s'est rapidement transformé en un sinistre majeur en raison de la vulnérabilité de la zone aux incendies, avec une forte concentration de structures temporaires », a précisé la même source. Deux cent cinquante-huit personnes ont été évacuées en toute sécurité, et personne n'a été blessée, ont ajouté les autorités. Guryong s'est formé à la suite de projets de développement qui ont contraint des résidents à faible revenu de déménager. L'endroit se trouve à deux pas du quartier de Gangnam, l'un des plus aisés de Séoul.

EXPLOSION ET INCENDIE À UTRECHT

Au moins quatre blessés



Au moins quatre personnes ont été blessées dans une explosion et un incendie majeur qui se sont produits jeudi après-midi dans la ville néerlandaise d'Utrecht, ont indiqué les autorités locales. Un porte-parole de la région de sécurité d'Utrecht a déclaré qu'au moins quatre personnes avaient été blessées dans l'explosion jusqu'à 17 H 30 heure locale (16 H 30 GMT). La gravité des blessures n'était pas connue. Un précédent bilan faisait état d'une personne blessée à la suite de l'explosion. Selon le radiodiffuseur public néerlandais NOS, la municipalité et la région de sécurité d'Utre-

cht ont indiqué qu'un incendie de grande ampleur faisait rage dans une maison après que « des gens ont entendu une forte détonation ». Les pompiers s'efforcent toujours d'éteindre l'incendie. Au moins dix ambulances ont été dépêchées sur les lieux. Plusieurs rues autour du bâtiment ont été fermées. Le centre médical universitaire d'Utrecht a ouvert un service spécial à la suite de l'explosion et de l'incendie. « Le nombre exact et l'emplacement des bâtiments endommagés ne sont pas encore tout à fait clairs », a déclaré la maire d'Utrecht, Sharon Dijksma, aux médias locaux. La cause de l'explosion reste inconnue.



## O MARSEILLE

## De Zerbi aborde le cas Abdelli

Le dossier Himad Abdelli continue d'occuper une place centrale pour l'Olympique de Marseille et son entraîneur, De Zerbi. Courtisé depuis plusieurs jours par le club phocéen, le milieu international algérien se retrouve au cœur d'un contexte particulier.

Alors que le SCO aimerait conserver Abdelli, tout en se préparant déjà au départ de Sidiki Chérif, la tâche s'annonce compliquée. Séduit par l'idée de rejoindre la Canebière et conscient de l'intérêt financier que représente un transfert hivernal, le joueur voit son avenir s'écrire en pointillés. Selon les dernières informations, l'OM aurait formulé une première offre estimée à 2 millions d'euros, assortie de bonus. Une proposition jugée insuffisante à ce stade par les dirigeants angevins.

C'est dans ce contexte que Roberto De Zerbi a été interrogé sur le cas Abdelli en conférence de presse, à la veille du déplacement à Angers. Fidèle à sa ligne de conduite, le technicien italien s'est montré mesuré et respectueux. « Abdelli est un joueur fort, comme d'autres joueurs d'Angers », a-t-il reconnu.

De Zerbi a néanmoins laissé transparaître l'importance du joueur dans l'effectif angevin, tout en restant focalisé sur l'enjeu sportif immédiat. C'est sûr que, quand les autres équipes ont des joueurs forts, s'ils ne jouent pas, tant mieux pour nous. »

## CAN 2025 / DANS UN CONTEXTE DE MÉFIANCE SUR L'ARBITRAGE

# Le Maroc face au Sénégal pour une finale sous haute tension

La Coupe d'Afrique des nations 2025 connaîtra son dénouement ce dimanche soir au stade Prince Moulay Abdallah de Rabat, avec une finale très attendue entre le pays hôte, le Maroc, et le Sénégal. Une affiche de prestige entre deux valeurs sûres du football continental, habituées aux rendez-vous décisifs et animées par la même ambition : inscrire durablement leur nom au sommet de l'Afrique.

Soutenus par un public acquis à leur cause, les Lions de l'Atlas abordent cette finale avec le statut de meilleure nation africaine au classement FIFA, où ils occupent la 11<sup>e</sup> place mondiale. Sous la direction de Walid Regragui, le Maroc a trouvé un équilibre rare, fondé sur une assise défensive solide et une capacité à faire la différence dans les moments clés. Le leadership d'Achraf Hakimi, véritable moteur de l'équipe, s'ajoute au talent offensif de Brahim Diaz, appelé à jouer un rôle déterminant dans cette finale.

Le parcours marocain lors de cette CAN illustre cette maîtrise, avec une phase de groupes bien négociée et des matches à élimination directe

abordés avec rigueur et autorité, notamment grâce à l'une des meilleures défenses du tournoi.

En face, le Sénégal avance avec la confiance d'un champion en titre rompu aux exigences du très haut niveau. Deuxième nation africaine au classement FIFA et 19<sup>e</sup> mondiale, la sélection sénégalaise s'apprête à disputer sa troisième finale en quatre éditions, une constance qui témoigne de sa stabilité et de sa compétitivité. Sacrés en 2022, les Lions de la Teranga ont appris à gérer la pression des grands rendez-vous. Leur force repose sur

un collectif dense et puissant, mêlant expérience et intensité, avec en figure de proue Sadio Mané, dont l'impact reste déterminant malgré les années. Leur parcours dans cette CAN 2025 a été marqué par une montée en puissance progressive et une discipline tactique qui leur a permis de franchir les obstacles sans perdre leur identité.

**Arbitrage sous surveillance, une CAN sous tension**

Cette finale intervient toutefois dans un climat

particulier. La CAN 2025 a été émaillée de nombreuses critiques liées à l'arbitrage, pointé du doigt par plusieurs sélections et responsables. Le Cameroun, par la voix de son président de fédération Samuel Eto'o, avait vivement dénoncé certaines décisions après le match face au Maroc, des déclarations qui lui ont valu une sanction de la CAF. L'Algérie, de son côté, s'est dite lésée en quarts de finale contre le Nigeria, estimant qu'un penalty évident n'avait pas été accordé. Ces polémiques ont accompagné la compétition et placent l'arbitrage de cette finale sous une vigilance accrue.

Au-delà du contexte immédiat, cette affiche renvoie à l'histoire récente de la Coupe d'Afrique. Le Sénégal s'est longtemps forgé dans la douleur, avec des finales perdues en 2002 et 2019, avant de briser le plafond de verre en 2022. Le Maroc, pour sa part, reste marqué par la finale de 2004 perdue face à la Tunisie, un échec fondateur qui continue de nourrir son ambition continentale. Ce dimanche soir à Rabat, il ne s'agira donc pas seulement de décrocher un trophée. Cette finale mettra aux prises deux trajectoires construites dans l'exigence, la patience et la persévérance. Entre un pays organisateur rêvant d'un sacre historique et un champion en quête de confirmation, l'Afrique du football s'apprête à vivre une conclusion à la hauteur de cette CAN 2025.

M. A.

## COUPE D'ALGÉRIE (1/8 DE FINALE)

# Le MCS surprend, le CSC écarte l'ESS

Le MC Saïda, sociétaire du groupe Centre-Ouest de la Ligue 2 amateur de football, a créé la surprise vendredi, en huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie, en allant éliminer un club de Ligue 1 sur son propre terrain, en l'occurrence l'ASO Chlef (1-0), au moment où, dans le choc CS Constantine-ES Sétif, les « Sanafir » ont dû attendre la prolongation pour se qualifier : difficilement (2-1).

Le MCS, actuellement 11<sup>e</sup> en championnat, l'a emporté grâce au but de Ben Ouis, à la 62<sup>e</sup> minute de jeu, alors que dans l'autre duel entre grands clubs de l'Est, les Sétifiens étaient les premiers à trouver le chemin des filets par l'intermédiaire de Hamidi (20<sup>e</sup>), avant que le buteur-maison constantinois, Brahim Dib, ne remette les pendules à l'heure, sur pénalty à la 45<sup>e</sup>+5. La deuxième mi-temps n'a apporté aucun changement au score. Il a donc fallu attendre la prolongation pour voir les locaux ajouter un autre, mais grâce au remplaçant Bouzekri d'un tir puissant (111<sup>e</sup>), synonyme de qualification

à la prochaine tournée.

Le bal de ces huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie s'était ouvert lundi avec un chaud derby algérois, entre l'USM El Harrach et l'USM Alger, ayant fini par aux Rouge et Noir (3-2 après prolongation).

Le lendemain soir, c'était au tour du voisin MC Alger de remporter un autre derby algérois, face à l'ES Ben Aknoun (1-0 après prolongation).

Jeudi, deux autres clubs de Ligue 1 ont rejoint les quarts de finale, la JS Saoura et le CR Belouizdad, après leurs victoires respectives contre l'ES Mostaganem (L1/2-0) et l'ASM Oran (L2/3-0).

À l'inverse, et bien qu'il fasse lui aussi partie du championnat « Élite », le Paradou AC a vu son aventure dans cette édition 2026 de la Coupe d'Algérie s'arrêter au stade des huitièmes de finale, après sa défaite aux tirs au but chez le CA Batna (Ligue 2). Ce chaud duel, plein de rebondissements, s'était soldé en effet par un nul (3-3) et la séance de tirs au but a souri à la formation batnéenne (3-1).

R.S.

## CAN 2026 DE HANDBALL

# -La liste des 18 joueurs de l'EN communiquée

La Fédération algérienne de handball (FAHB) a dévoilé vendredi la liste des 18 joueurs retenus par le sélectionneur national, Salah Boucekriou, en prévision de la 27<sup>e</sup> édition du Championnat d'Afrique des nations CAN 2026, prévue du 21 au 31 janvier à Kigali au Rwanda. Le groupe retenu pour cet important rendez-vous continental est composé de neuf joueurs évoluant dans le championnat national, à leur tête Messaoud Berkous, qui s'apprête à disputer la 10<sup>e</sup> CAN, auxquels s'ajoutent neuf joueurs évoluant à l'étranger, dont l'arrière « volant » Abdi Ayoub (HC Nantes, France).

Le Sept algérien a bouclé, mercredi, sa dernière étape de préparation en Slovaquie avec une victoire en amical devant la

formation slovène de première division Trimo Trebenje (32-31). Battue lors du premier test match face au Koweït (25-32), la sélection nationale s'était également imposée contre la Géorgie sur le score de 32 à 30.

Lors de la première partie de son stage, qui s'est déroulée en République tchèque (27 décembre-2 janvier), le Sept national avait disputé une rencontre amicale face à la sélection tchèque, soldée par un score de parité (31-31).

Versée dans le groupe A de la 27<sup>e</sup> édition de la CAN (21-31 janvier 2026), l'Algérie débutera face au Nigeria le 21 janvier (12 h 00), puis le Rwanda le 22 janvier (18 h 00), avant de clôturer la phase de poules face à la Zambie, le 24 janvier (12 h 00).

La compétition offrira également des billets qualificatifs au prochain Mondial, prévu en 2027 en Allemagne. Une échéance que les Verts ambitionnent de retrouver après avoir disputé la finale de la CAN-2024 au Caire, perdue face à l'Égypte.

### Liste des 18 joueurs retenus pour la CAN 2026 :

Gardiens de but : Mohamad Bouziane (CRB Mila), Khalifa Ghedbane (HC Erlangen, Allemagne), Salim Mezaza (Besançon HB, France)

Joueurs de champ : Messaoud Berkous, Rayan Abrous (HBC El-Biar), Abdelghani Allaak (IC Ouargla), Youssef Aâteq, Abdelraouf Bouakkez (M Bordj Bou

Arreridj), Hichem Daoud (Paul Bélière HB, France), Ayoub Hamdi (Olympique El Oued), Mehdi Ahmed Anis (ES Ain Touta), Redouane Saker (JSE Skikda), Abdeldjalil Zennadi (Carbonex Komlo, Hongrie), Ayoub Abdi (HC Nantes, France), Ilyas Bouadjadja (Pontault-Combault, France), Abdel Rostom Guemeida (JS Cherbourg, France), Rabah Meddahi (Valence Drome HB, France), Nouri Selim Benhalima (Al Sulaibikhat SC, Koweït)

### Staff technique :

**Entraîneur principal :** Salah Boucekriou

**Entraîneurs adjoints :** Redouane Aouachria, Sofiane Elimam et Abdelghani Loukil.



## ÉQUIPE DE FRANCE

## La FFF négocie déjà avec Zidane

À six mois du Mondial 2026, la FFF s'active pour la succession de Didier Deschamps avec Zinedine Zidane en ligne de mire. À mesure que l'horizon de la Coupe du monde 2026 se rapproche, une question continue de hanter les couloirs de la Fédération française. Derrière la sérénité affichée autour de Didier Deschamps, un scénario se dessine, patiemment, presque en silence.

Un nom revient avec insistance, porté par l'histoire, l'attente populaire et une évidence jamais totalement assumée. Zinedine Zidane, absent des bancs depuis plusieurs saisons, pourrait bientôt redevenir central dans le projet des Bleus, au moment précis où la FFF prépare l'après-Deschamps. Zinedine Zidane s'invite dans un contexte où l'équipe de France est pleinement tournée vers la Coupe du monde 2026. Installés à Boston pour leur préparation, les Bleus ont déjà calé plusieurs rendez-vous majeurs avec des matches amicaux programmés en mars face au Brésil et à la Colombie, puis en juin contre la Côte d'Ivoire et un adversaire encore à définir. L'objectif est clair : permettre à Didier Deschamps de conclure son long mandat dans la plus grande sérénité possible. Pourtant, en parallèle, la question de la succession de Didier Deschamps gagne en intensité. Philippe Diallo, président de la FFF, avait initialement envisagé une annonce anticipée avant le Mondial, avant de revoir sa position. « Je vous avais dit que j'étais en réflexion avec deux fenêtres, la première en mars-avril ou après la Coupe du monde. Depuis le tirage au sort, j'ai continué ma réflexion et la tendance est beaucoup plus après la Coupe du monde. Je pense qu'il faut plutôt laisser la sérénité de la préparation de la compétition à notre équipe de France et nous aurons ensuite

cette séquence d'un nouveau sélectionneur », expliquait-il à la mi-décembre.

## Zidane pose ses conditions

Malgré cette communication officielle, Zinedine Zidane n'a jamais vraiment quitté les radars de la FFF. En coulisses, la fédération n'entend pas attendre la fin de la Coupe du monde pour avancer sur un dossier aussi stratégique. Selon les informations révélées par L'Équipe, des discussions discrètes ont déjà été engagées entre la FFF et Zinedine Zidane, présenté comme le favori naturel pour succéder à Didier Deschamps.

Le principal intéressé n'a d'ailleurs jamais caché son envie de retrouver un banc. Interrogé le 10 novembre lors d'un match des légendes organisé à Toulon, Zinedine Zidane avait lâché, avec sobriété : « Bientôt, j'espère. » Les échanges entre la FFF et Zinedine Zidane portent avant tout sur

la composition du futur staff. Un sujet central dans les discussions actuelles. Sans surprise, le nom de David Bettoni revient avec insistance. Fidèle adjoint de Zinedine Zidane lors de son passage couronné de succès au Real Madrid, Bettoni apparaît comme un choix naturel dans l'hypothèse d'une nomination. Au-delà de ce duo, Zinedine Zidane souhaite s'appuyer sur une structure élargie, intégrant notamment une cellule data dédiée à l'analyse de la performance. Une orientation moderne, déjà observée dans plusieurs grandes sélections, mais qui doit être compatible avec la ligne budgétaire fixée par la FFF.

Si Zinedine Zidane bénéficie d'un crédit immense auprès des décideurs, la Fédération avance avec précaution. La FFF ne souhaite pas voir le budget du staff exploser, malgré l'envergure du projet incarné par Zinedine Zidane.



## ITALIE

## Verratti de retour à la « Squadra azzurra »

Marco Verratti sera-t-il le héros de la qualification de l'Italie pour la Coupe du monde 2026 ? Le sélectionneur de la Squadra Azzurra Gennaro Gattuso songe en tout cas à rappeler le milieu de terrain de 33 ans en vue des barrages qualificatifs pour le prochain Mondial. L'ancien joueur du PSG n'a plus porté le maillot de sa sélection depuis 2023 et la petite finale de Ligue des nations remportée face aux Pays-Bas. Gennaro Gattuso et Gianluigi Buffon, directeur général de la sélection, étaient au Qatar jeudi pour assister au match d'Al Duhail face à Al Wakrah, durant lequel Marco Verratti a d'ailleurs marqué (2-0). Le sélectionneur italien considère que le milieu de terrain a une expérience qui pourrait être très bénéfique dans la mission qualification.

Le staff de la Squadra Azzurra, convaincu du talent intact du joueur, est conscient que le championnat du Qatar n'est pas du niveau d'un des cinq grands championnats européens. Mais Marco Verratti s'y sent bien et est encore performant. Pour preuve, l'ancien Parisien a reçu, l'été dernier, des approches de clubs européens de très haut niveau, sans vouloir y donner suite.

Absente de la compétition depuis 2014, l'Italie jouera sa place à la prochaine Coupe du monde dans un barrage à quatre, avec une demi-finale contre l'Irlande du Nord le 26 mars prochain puis une éventuelle finale face au pays de Galles ou à la Bosnie-Herzégovine.

## FC LIVERPOOL

## Mohamed Salah encensé par Slot

Lailier star de l'Égypte dispute le match pour la troisième place contre le Nigéria à la CAN, samedi 17 janvier au Maroc, et ne sera donc pas disponible pour la réception de Burnley en championnat le même jour. « Il sera de retour avec nous la semaine prochaine », a dit Slot en conférence de presse. Relancé pour savoir si cela incluait le déplacement à Marseille, mercredi en Ligue des champions, il a précisé : « c'est quelque chose dont nous discutons ensemble en ce moment ». Liverpool affrontera l'OM de Roberto de Zerbi le 21 janvier. Avant son départ à la CAN, Salah a perdu son statut de titulaire à Liverpool, son club depuis 2017 et avec qui il a remporté tous les trophées majeurs en Angleterre et en Europe. Il s'est plaint publiquement de ce déclassement soudain et a laissé entendre qu'un départ d'Anfield était possible, des déclarations explosives qui ont placé son entraîneur dans une situation inconfortable.

## Un Salah très important pour le club

« Je suis heureux qu'il revienne. « Mo » a été très important pour ce club et pour moi, donc je suis heureux qu'il soit de retour. Même si j'avais 15 attaquants, je serais heureux de voir « Mo » revenir », a déclaré Slot, champion d'Angleterre après une saison 2025-2026 où Salah a été brillant. Mohamed Salah était entré en jeu en cours de match lors de la victoire 2-0 en Premier League contre Brighton le 13 décembre, délivrant une passe décisive, et Slot a ensuite déclaré que le club avait tourné la page. « Même si j'avais quinze attaquants, j'aurais été content de son retour, mais ce n'est pas notre situation actuelle. Je suis donc heureux de le récupérer après ce match important qu'il doit encore jouer contre le Nigeria », a également dit Slot. Salah a inscrit 29 buts en Premier League la saison dernière, remportant le Soulier d'or et contribuant largement au 20<sup>e</sup> titre de champion d'Angleterre de Liverpool. Il n'a cependant marqué que quatre buts en championnat cette saison. La défense du titre des champions de Pre-

mier League s'est effondrée pour Liverpool avec une série de six défaites en sept matchs de championnat, débutée fin septembre. Mais Slot a redressé la barre et le club est désormais invaincu depuis 11 matchs toutes compétitions confondues.



## PARIS SG

## Dro Fernandez dans le viseur

Le marché parisien semblait calme ces derniers jours. Il ne l'est plus vraiment. Une rumeur nocturne a suffi à rallumer les projecteurs, avec un jeune talent du FC Barcelone désormais au cœur des discussions. Avant même l'ouverture officielle de certaines négociations, le PSG voit son nom associé à Dro Fernandez. À seulement quelques apparitions en équipe première, le prodige espagnol se retrouve déjà au centre d'un jeu d'hypothèses, nourri par sa situation contractuelle et par une sortie très commentée de Luis Enrique après la victoire contre Lille. À Barcelone, Dro Fernandez avance sans certitudes. Le jeune milieu offensif, aperçu à cinq reprises avec les professionnels,

reste sous contrat jusqu'en juin 2027. Pourtant, rien ne semble verrouillé autour de son avenir. Les discussions internes peinent à déboucher sur un projet clair, ce qui alimente un climat d'attente, voire de méfiance. Cette absence de visibilité commence à peser. En interne, le dossier stagne. Et dans l'entourage du joueur, les signaux envoyés vers l'extérieur ne passent pas inaperçus. Le Barça conserve un immense espoir, mais peine à rassurer sur la suite. D'après les informations de Mundo Deportivo, confirmées par Fabrizio Romano, le Paris Saint-Germain se retrouve désormais en tête dans ce dossier. Le club parisien devancerait Manchester City et

Chelsea, deux acteurs également attentifs à la situation du joueur. En cause, une clause libératoire jugée accessible, fixée à 6 millions d'euros.

Une somme modeste pour un club comme le PSG, surtout lorsqu'il s'agit d'un profil présenté comme l'un des grands espoirs du football espagnol. Toujours selon la même source, le vestiaire blaugrana se montre convaincu que Paris dispose d'une longueur d'avance. Un possible départ commence donc à s'imposer comme une hypothèse crédible, presque logique.





POLITIQUE CULTURELLE

Le Forum du livre rend hommage à l'historien Mohamed Harbi

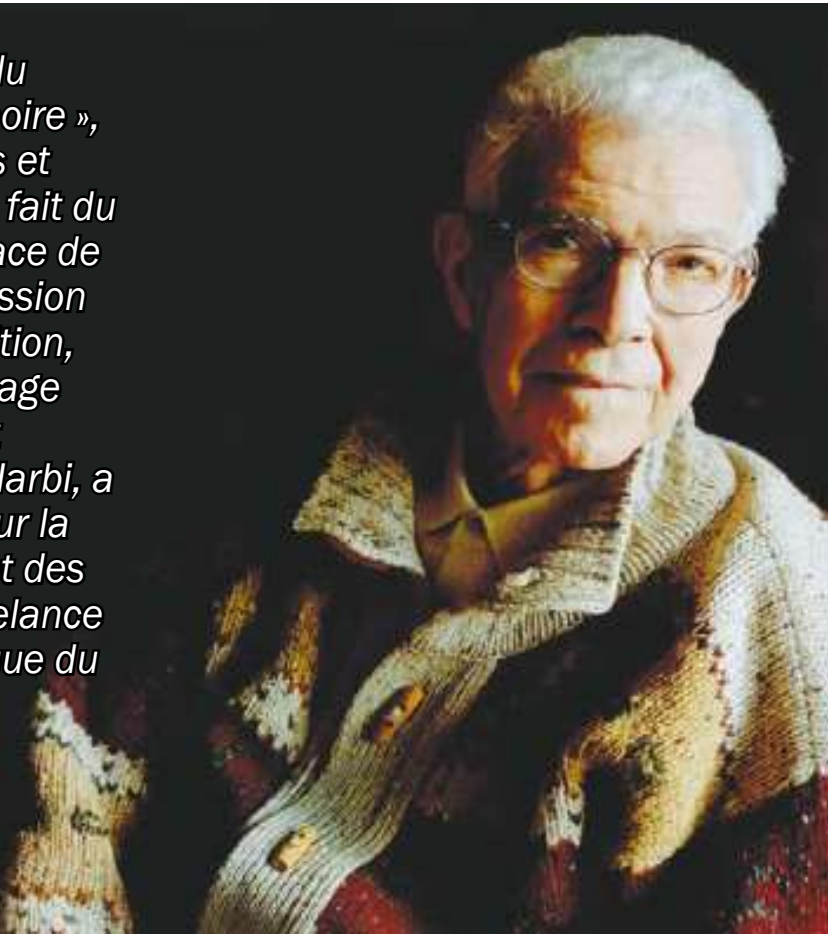
INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE

Une concertation élargie pour repenser l'avenir du cinéma national

Pour la troisième fois en quelques semaines, la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a reçu, mercredi au siège du ministère, des professionnels du cinéma. Une rencontre de travail, inscrite dans une série de concertations dites participatives, destinée à mettre à plat les difficultés persistantes du secteur et à esquisser des pistes de relance pour une industrie cinématographique nationale longtemps fragilisée. Autour de la table, réalisateurs, producteurs et acteurs du milieu ont partagé un constat largement commun, le cinéma algérien peine encore à trouver un équilibre entre création, économie et public. Parmi les points soulevés, le film documentaire s'est imposé comme un enjeu central. Les participants ont rappelé son rôle fondamental dans la mise en récit du réel, la sauvegarde de la mémoire collective et l'accompagnement des transformations sociales, dans un pays où l'histoire récente continue de façonner les regards et les imaginaires. La question du modèle économique a rapidement occupé le cœur des échanges. Les intervenants ont plaidé pour une approche moins cloisonnée, conciliant cinéma commercial et cinéma d'auteur. L'objectif n'est pas de sacrifier l'exigence artistique, mais de permettre au cinéma algérien de renouer avec son public, d'assurer une circulation réelle des œuvres et de donner une viabilité économique à la création, sans céder à une logique purement marchande. Autre point sensible, l'état des salles de cinéma et leur mode d'exploitation. Les discussions ont évoqué l'ouverture à des opérateurs privés qualifiés, à condition que celle-ci s'inscrive dans des cadres contractuels stricts. Pour les professionnels présents, il s'agit moins de privatiser que de sauver des lieux aujourd'hui désertés ou dégradés, et de recréer un environnement économique capable de soutenir durablement l'activité cinématographique. La rencontre a également permis de remettre au centre du débat les ciné-clubs, longtemps marginalisés mais toujours vivants sur le terrain. Leur rôle dans l'animation culturelle, la formation du regard et la construction d'une conscience critique, notamment chez les jeunes, a été largement souligné. Les échanges ont insisté sur l'importance d'accompagner les projections par des débats et des analyses, afin de sortir d'un simple rapport consumériste à l'image et de renouer avec une pratique collective et réfléchie du cinéma. Dans cette perspective, la fédération des ciné-clubs a été identifiée comme un acteur clé. Chargée de coordonner les initiatives, d'harmoniser les programmes et de renforcer les synergies entre structures, elle pourrait constituer l'ossature d'un projet cinématographique national cohérent, à condition de bénéficier d'un véritable soutien institutionnel. En clôture de la rencontre, Malika Bendouda a réaffirmé la volonté du ministère d'accompagner ces dynamiques, avec l'ambition affichée d'élargir la participation culturelle et de reconstruire une relation durable entre le cinéma et son public. Cette réunion fait écho à une précédente concertation, au cours de laquelle avait été posée la question centrale de la demande, à qui s'adressent les films algériens, et comment recréer un lien vivant entre l'œuvre et le spectateur ? Les participants avaient alors insisté sur la nécessité pour le cinéma national de refléter la pluralité culturelle, linguistique et identitaire du pays, tout en appelant à un soutien accru aux premières œuvres et au court métrage, perçus comme des espaces essentiels d'expérimentation et de renouvellement. Au-delà des intentions, les discussions ont également porté sur des enjeux concrets, la rénovation des infrastructures, la formation de compétences pluridisciplinaires et l'instauration de critères clairs dans la sélection et le financement des projets. Pour beaucoup, la crédibilité du cinéma algérien sur les scènes nationale et internationale dépendra de la capacité des institutions à privilégier la qualité, l'innovation et la transparence.

Samy T.

Réunis à Alger autour du slogan « Le livre... mémoire », écrivains, universitaires et acteurs de l'édition ont fait du Forum du Livre un espace de réflexion sur la transmission et la création. Cette édition, marquée par un hommage solennel à l'historien et moudjahid Mohamed Harbi, a aussi été l'occasion pour la ministre de la Culture et des Arts de défendre une relance ambitieuse de la politique du livre.



SAMY TERKI

J eudi soir, dans les salons de l'hôtel Sheraton à Alger, le Forum du Livre, inscrit à l'agenda officiel du ministère de la Culture et des Arts, a réuni un large panel d'écrivains, d'universitaires, d'éditeurs, de professionnels du livre et de représentants des médias. Placée sous le slogan « Le livre... mémoire », la rencontre a été pensée comme un temps de réflexion collective autour de la création intellectuelle et du rôle central du livre dans la construction de la mémoire nationale. Cette édition a été dominée par un hommage appuyé rendu à Mohamed Harbi, historien majeur de l'Algérie contemporaine et ancien moudjahid, décédé le premier janvier et désigné Personnalité de l'année culturelle. Figure intellectuelle incontournable, Mohamed Harbi a été salué pour un parcours marqué par l'engagement, l'indépendance d'esprit et la fidélité à ses convictions. Dans son intervention, la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a tenu à rappeler que Mohamed Harbi n'était pas seulement un historien, « mais un acteur de la construction du destin de l'Algérie, un penseur dont les œuvres ont nourri le débat académique et permis une lecture critique du passé. Son attachement à la mémoire nationale et son refus de

toute compromission ont été présentés comme un exemple de fidélité et de rigueur morale pour les générations futures ». Avant la projection d'un film documentaire retraçant la vie et la pensée du défunt, la ministre a consacré une large partie de son discours au rôle du livre dans la société algérienne. Elle a insisté sur le livre « comme espace de refuge, de savoir et de transmission, capable d'ouvrir des horizons esthétiques et intellectuels tout en consolidant la mémoire collective ». Rappelant que le livre demeure un pilier fondamental de l'identité culturelle, elle l'a présenté comme un vecteur essentiel de transmission du savoir entre les générations. Malika Bendouda a également souligné l'importance de « la participation active de tous les acteurs du livre, auteurs, éditeurs, imprimeurs, diffuseurs et sur la nécessité d'un partenariat créatif et solidaire pour relever les défis de l'édition moderne ». Dans cette perspective, elle a plaidé pour « une réévaluation globale de l'industrie du livre et l'élaboration d'une nouvelle stratégie nationale, capable de renforcer la présence du livre dans les librairies, les espaces de lecture et à travers les initiatives culturelles, à l'image du forum ». La ministre a par ailleurs annoncé « la relance du programme de publication pour l'année 2025, après un retard

dans son lancement, pour soutenir les auteurs et éditeurs et encourager la production nationale ». Une annonce accueillie comme un signal politique en direction d'un secteur fragilisé par les contraintes économiques et les mutations du monde de l'édition. Le Forum a aussi mis à l'honneur plusieurs créateurs algériens distingués sur la scène internationale. Parmi eux figuraient Zhor Ounissi, Khadidja Debba, Samira Ben Aïssa, Mohamed Feltina, Mohamed El Amine Bouhloufa, Tarek Thabet, Belkacem Meghrouche, Sara Ben Ammara, Chouaib Koussa et Meghraoui El Ghalia, salués pour leurs contributions respectives au rayonnement culturel algérien. Moment fort de la soirée, le poète Chouaib Koussa, lauréat du deuxième prix de la poésie maghrébine en Tunisie, a offert une lecture poétique, avant que l'événement ne s'achève sur une prestation de musique andalouse interprétée par l'orchestre de l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih, dans une atmosphère de communion artistique et patrimoniale. Malika Bendouda a rappelé que ces rencontres constituent des espaces de dialogue et d'échange privilégiés entre créateurs et public. Elle a réaffirmé que « le livre constitue un levier stratégique pour la politique culturelle et qu'il doit continuer à inspirer et nourrir la réflexion, l'engagement et la créativité dans toute l'Algérie ».

LE CINÉMA ALGÉRIEN SE DOTE D'UNE NOUVELLE PLATEFORME NUMÉRIQUE AVEC LA REVUE CINÉMATHÈQUE

Le Centre algérien de la cinématographie a annoncé le lancement prochain du site web de la revue Cinémathèque, marquant une nouvelle étape dans la structuration et la visibilité du secteur cinématographique national. Lancée en février 2025, la revue, de parution trimestrielle, s'est donnée pour ambition d'accompagner les évolutions du cinéma algérien et de rendre compte de l'activité de ses acteurs à travers l'ensemble du territoire. À travers des portraits, des entretiens et des reportages, Cinémathèque entend documenter la création cinématographique dans toute sa diversité, tout en of-

frant un espace de réflexion sur les enjeux esthétiques, professionnels et institutionnels du secteur. La mise en ligne prochaine de son site s'inscrit dans une volonté affirmée de s'adapter aux usages contemporains et d'élargir son public, au-delà du seul format papier. « Il s'agit d'une nouvelle étape qualitative qui traduit une réelle volonté d'accompagner la transition numérique et d'ouvrir un espace moderne, à la hauteur de l'histoire et de la richesse du cinéma algérien. La revue Cinémathèque deviendra ainsi une plateforme numérique dynamique, alliant mémoire cinématographique, critique, analyse et documentation, accessible aux chercheurs, aux professionnels, aux passionnés du septième art, en Algérie comme à l'étranger », précise le communiqué du Centre

algérien de la cinématographie. Selon la même source, le site Cinémathèque ne se limitera pas à une simple vitrine institutionnelle. Il est pensé comme une véritable fenêtre culturelle, destinée à renforcer la présence du cinéma algérien dans l'espace public, à accompagner ses mutations et à consacrer son rôle dans le paysage culturel et créatif national. À l'heure où les archives, la critique et la transmission constituent des enjeux majeurs pour les cinématographies du Sud, cette initiative entend combler un manque ancien, celui d'un espace numérique pérenne, capable de faire dialoguer mémoire et création contemporaine, tout en inscrivant le cinéma algérien dans une circulation élargie des savoirs et des regards, au niveau national comme international.



# Trait d'esprit

“Quand on ne peut revenir en arrière, on ne doit se préoccuper que de la meilleure façon d’aller de l’avant.”

Paulo Coelho

## 14 MORTS ET 397 BLESSÉS DANS DES ACCIDENTS DE LA ROUTE EN 48 HEURES



Quatorze personnes sont décédées et 397 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces 48 dernières heures dans plusieurs wilayas du pays, indique un bilan de la Protection civile, publié hier. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la

wilaya de Relizane, avec deux morts et un blessé dans deux accidents distincts, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont prodigué des soins de première urgence à 48 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant de dispositifs de chauffage et de chauffe-eau dans plusieurs wilayas, ajoute le communiqué. Toutefois, la même source déplore le décès d’une femme de 71 ans dans la daïra d’El-Mahdia, dans la wilaya de Tiaret, ainsi que celui de deux personnes, suite à une fuite de gaz. Les unités de la Protection civile sont également intervenues pour éteindre quatre incendies, notamment urbains, dans les wilayas de Blida, Tipaza, Batna et Oran. Par ailleurs, les agents de la Protection civile de la wilaya de Boumerdès sont intervenus à la suite d’une explosion de gaz dans un logement de la daïra de Boudouaou, qui a causé des brûlures à trois personnes.

## UNE DÉLÉGATION DE L’APN EN VISITE EN INDONÉSIE



Une délégation du groupe d’amitié Algérie-Indonésie de l’Assemblée populaire nationale (APN) a entamé, depuis hier, et ce, jusqu’au 23 janvier, une visite officielle en Indonésie, a

indiqué vendredi un communiqué de la chambre basse du Parlement. La délégation, composée de six députés, sera conduite par le président du groupe d’amitié Algérie-Indonésie, Mohamed Yazid Benhamouda, ajoute le communiqué.

## Coupe d’Algérie : l’exploit de la JSMB !

La JSM Béjaïa a décroché le dernier ticket pour les quarts de finale de la Coupe d’Algérie grâce à une belle victoire face au NA Hussein Dey (3-0) ce samedi, au stade de l’Unité maghrébine de Béjaïa, mettant ainsi un point final aux huitièmes de finale de cette compétition prisée. Le parcours remarquable se poursuit pour l’équipe de la Vallée de la Soummam dans cette édition 2026 de la Coupe d’Algérie. Les Béjaouis, derniers représentants issus de la division Inter-régions, ont brillé en prenant le dessus sur le NAHD, qui évolue en Ligue 2 amateur. Dès les premières minutes du match, qui opposait deux anciens pensionnaires de la Ligue 1, les Vert et Rouge ont donné le ton. Dès la 9<sup>e</sup> minute, Saker a inscrit le premier but,



lançant idéalement son équipe. Il a récidivé à la 38<sup>e</sup> minute, signant un doublé avant le retour aux vestiaires, permettant aux siens de creuser l’écart. Avec cet avantage de deux buts, les joueurs de Béjaïa ont parfaitement maîtrisé le deuxième acte. En fin de match, Gacem a scellé la victoire en ajoutant un troisième but à la 89<sup>e</sup> minute,

parachevant ainsi une prestation aboutie. En quart de finale, la JSM Béjaïa se mesurera au CS Constantine, qui s’est imposé vendredi face à l’ES Sétif. Les autres affrontements prévus pour ce tour opposeront l’USM Alger à la JS Saoura, le CA Batna (L2) au MC Saïda (L2) et enfin le MC Alger au CR Belouizdad dans un choc très attendu. ■

## Soldes d’hiver 2026, du 18 janvier à l’Aïd

Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a annoncé, jeudi, dans un communiqué, que les soldes d’hiver pour l’année 2026 débuteront à partir de dimanche 18 janvier, et s’étaleront jusqu’à la fin du mois sacré de Ramadhan et de la fête de l’Aïd El-Fitr. Cette décision intervient « en raison du grand engouement pour les achats durant la période hivernale, et en prévision de la spécificité de la demande accrue durant le mois de Ramadhan et l’Aïd El-Fitr, en vue de permettre

aux citoyens de bénéficier des offres promotionnelles durant cette occasion religieuse », précise le ministère. Cette opération vise à « permettre aux citoyens d’acquérir différents produits à des prix réduits et à renforcer leur pouvoir d’achat », selon le ministère, insistant sur « la nécessité pour les opérateurs économiques de respecter les règles juridiques encadrant l’annonce des soldes, afin de garantir la transparence des prix et la qualité des produits proposés ».

## Le service du téléphérique rétabli à Tizi Ouzou

La Direction des transports de la wilaya de Tizi-Ouzou a annoncé dans un communiqué que l’activité du téléphérique devait reprendre hier samedi, suite à la finalisation des travaux de maintenance périodique réalisés récemment sur cette infrastructure. Le communiqué précise que les travaux de maintenance ont porté sur l’ensemble des éléments techniques et mécaniques, avec une attention particulière accordée au renforcement des contrôles techniques et à l’application des standards les plus élevés en matière de sécurité, garantissant ainsi un service régulier et fiable pour les usagers.

# L'EXPRESS



## HOMMAGE À UNE LÉGENDE DU FOOTBALL NATIONAL

# Rachid Baris, l’icône de la JSK, célébré à El Kseur

El Kseur a rendu, jeudi dernier, un vibrant hommage à Rachid Baris, légende de la JSK et du football algérien. Entre souvenirs, réconciliation historique avec Miloud Iboud et célébration d’un palmarès exceptionnel, cette cérémonie a rappelé que les grands clubs s’écrivent d’abord avec des hommes et leurs histoires.

PAR HAKIM H.

La ville d’El Kseur a vibré, jeudi dernier, au rythme d’un hommage exceptionnel rendu à Rachid Baris, l’une des figures les plus emblématiques de la Jeunesse Sportive de Kabylie

(JSK) et du football national. Organisée conjointement par l’association Tiklat et le RC Berchiche, cette cérémonie a réuni anciens joueurs, dirigeants et supporters, marquant à la fois la reconnaissance d’un parcours sportif hors norme et la fin d’une longue brouille entre deux légendes du ballon rond. Né le 22 mars 1952 à El Kseur, Rachid Baris a marqué l’histoire du football algérien, notamment dans les années 1970 et 1980. Formé à l’OS El Kseur, il rejoint la JSM Béjaïa avant de s’imposer comme un pilier de la JSK de 1972 à 1985. Avec le club kabyle, il accumule les titres : sept championnats d’Algérie (1973, 1974, 1977, 1980, 1982, 1983, 1985), une Coupe d’Algérie (1977), une Coupe d’Afrique des clubs champions (1981) et une Supercoupe d’Afrique (1982). En équipe nationale, il remporte la médaille d’or aux Jeux africains d’Alger en 1978, après sept sélections sous le maillot vert et blanc. La cérémonie, organisée au stade Zaidi-Braham, a été l’occasion de revenir sur ce parcours exceptionnel, en présence de nombreux anciens joueurs : Miloud Iboud, Kamal Abdeslem, Nacer Belhadj, Azeddine Aït Djoudi, mais aussi Fayçal Benalia, ancien portier de l’USM Alger et de l’équipe nationale. Le président de la JSK, El Hadi Ould Ali, était également présent, soulignant l’importance de cet hommage pour le club et ses supporters. Mais c’est sans doute la

réconciliation entre Rachid Baris et Miloud Iboud, deux monuments de la JSK, qui a le plus ému l’assistance. Après des années de tensions liées à des divergences sportives, les deux hommes se sont enlacés sous les applaudissements, mettant fin à une brouille qui pesait sur le monde du football kabyle. « C’est grâce aux efforts de Bouzid Rachi, un autre ancien joueur, que cette réconciliation a pu avoir lieu », a déclaré un proche des deux hommes. Dans le cadre de la cérémonie, un tournoi de football a réuni les vétérans de la JSK, une sélection de la wilaya de Béjaïa, des vétérans de l’ORS El Kseur et d’autres personnalités du football. Pour célébrer sur le terrain celui qui a tant donné au football algérien. Rachid Baris, qui a également présidé la JSK pendant la saison 1992-1993, reste une figure respectée et vénérée. Son histoire, son engagement et sa simplicité demeurent une source d’inspiration pour les jeunes générations. « Rachid Baris, c’est l’histoire de la JSK, c’est l’histoire du football national », résume l’un de ses anciens coéquipiers. Ce jour d’hommage, marqué par le souvenir, les émotions et la réconciliation, restera un moment fort pour le football kabyle et national. Il nous rappelle que, au-delà des trophées et des performances, ce sont les hommes et leurs histoires qui font le grand nom d’un club et d’un sport. ■